

Face à la pénurie de climatiseurs, la France, l'Italie et l'Espagne se tournent vers l'Algérie P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 12 juillet 2026 / N° 1378 / PRIX 20 DA



Aucune bactérie ni excès de nitrates dans la pastèque

Le ministère du Commerce rassure les consommateurs P16

La compagnie nationale veut faire de l'Algérie un hub entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie

AIR ALGÉRIE DÉPLOIE SES AILES

Pour Saïd Sayoud la réception de ces deux nouveaux appareils symbolise une nouvelle étape dans la construction d'un système national de transport aérien moderne, capable d'accompagner les mutations du secteur à l'échelle mondiale, de répondre aux exigences du développement national et de conforter la place de l'Algérie comme acteur aérien incontournable. P2



RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE ALGER ET BAMAKO : RETOUR SUR QUINZE MOIS DE TENSION POLITIQUE P16



Lutte contre la corruption en Afrique

L'ALGÉRIE MONTRE LA VOIE À SUIVRE

P3

L'importation de moutons pour l'Aïd el-Adha entachée de graves irrégularités

13 PERSONNES PLACÉES EN DÉTENTION PROVISOIRE

À l'issue des premières investigations, 41 personnes ont été présentées devant les autorités judiciaires. Elles sont poursuivies pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment abus de pouvoir, violation de la législation sur les marchés publics et blanchiment d'argent. P4



LA COMPAGNIE NATIONALE VEUT FAIRE DE L'ALGÉRIE UN HUB ENTRE L'AFRIQUE, L'EUROPE ET L'ASIE

Air Algérie déploie ses ailes

La compagnie nationale entend accompagner la stratégie de l'État visant à faire de l'Algérie un véritable hub aérien entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie, tout en renforçant son réseau domestique.

Air Algérie accélère sa modernisation. L'Algérie vise un statut de hub aérien entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, hier, que le programme d'acquisition de 18 nouveaux avions par Air Algérie dépasse largement le cadre d'un simple renouvellement de flotte. Il s'inscrit, a-t-il expliqué, dans une stratégie nationale ambitieuse destinée à faire de l'Algérie une plateforme aérienne reliant l'Afrique, l'Europe et l'Asie, en phase avec les profondes transformations économiques engagées par le pays. S'exprimant à l'occasion de la réception de deux nouveaux appareils, un Boeing 737 MAX 8 et un ATR 72-600, destinés à intégrer la flotte d'Air Algérie, le ministre a souligné que cette livraison constitue une nouvelle étape dans le processus de modernisation du transport aérien national. Selon lui, cette acquisition traduit concrètement la volonté de l'État de bâtir un système de transport aérien moderne, performant et sécurisé, répondant aux standards internationaux et capable d'accompagner les évolutions d'un secteur devenu stratégique pour le développement du pays. Sayoud a rappelé que cette démarche s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdel-

madjid Tebboune, qui place la modernisation des services publics et le renforcement des infrastructures de transport au cœur de sa stratégie de développement. Le secteur des transports, a-t-il insisté, constitue un levier essentiel de croissance économique et sociale, tout en renforçant l'attractivité de l'Algérie et son rayonnement régional et international. Le ministre a également souligné que cet investissement permettra au groupe Air Algérie de mieux répondre à une demande en constante progression, d'accroître ses capacités opérationnelles sur les réseaux national et international et d'offrir aux voyageurs des prestations de meilleure qualité, avec davantage de sécurité, de confort et de régularité.

Le renouvellement de la flotte se poursuivra

Revenant sur l'état d'avancement du programme d'acquisition, Saïd Sayoud a indiqué que la première phase s'est déjà traduite par la réception de cinq avions Airbus. Il a assuré que le renouvellement de la flotte se poursuivra conformément au calendrier arrêté, permettant à la compagnie nationale de renforcer progressivement ses capacités et de soutenir son expansion vers de nou-



velles destinations. Cette montée en puissance s'accompagne déjà d'un élargissement significatif du réseau international. Air Algérie a récemment inauguré des liaisons directes vers Kuala Lumpur, en Malaisie, Guangzhou, en Chine, ainsi qu'Addis-Abeba, en Éthiopie, ouvrant de nouvelles perspectives pour les échanges économiques, commerciaux et touristiques. La stratégie africaine de la compagnie se consolide également avec l'ouverture de lignes régulières vers Luanda, en Angola, et Libreville, au Gabon. Dans le même esprit, les préparatifs sont en cours pour le lancement de dessertes vers Brazzaville, en République du Congo, et Conakry, en Guinée, confirmant la volonté de l'Algérie de renforcer son intégration continentale et sa

connectivité avec les principales capitales africaines. En parallèle, le développement du réseau européen se poursuit avec l'ouverture prochaine de nouvelles lignes vers Varsovie, en Pologne, et Berlin, en Allemagne. Ces nouvelles dessertes offriront davantage de possibilités aux voyageurs tout en favorisant les échanges économiques et touristiques avec le continent européen. Le ministre est également revenu sur le développement du transport aérien domestique. Il a rappelé que la signature, le 3 juillet 2025, d'un contrat portant sur l'acquisition de 16 avions ATR 72-600 représente une étape majeure pour le renforcement des liaisons intérieures. Cette opération accompagne la création de la nouvelle filiale Air Algérie Domestic Airlines, appe-

lée à améliorer la desserte des différentes wilayas du pays, à renforcer la couverture aérienne nationale et à rapprocher davantage les régions grâce à un réseau plus dense et plus performant. En conclusion, Saïd Sayoud a estimé que la réception de ces deux nouveaux appareils revêt une portée bien plus importante qu'une simple livraison d'avions. Elle symbolise, selon lui, une nouvelle étape dans la construction d'un système national de transport aérien moderne, capable d'accompagner les mutations du secteur à l'échelle mondiale, de répondre aux exigences du développement national et de conforter la place de l'Algérie comme acteur aérien incontournable dans son environnement régional et international. **Y. R.**

Gaz naturel liquéfié

Le Bangladesh frappe à la porte de Sonatrach

Après avoir renforcé sa présence en Europe, l'Algérie suscite désormais l'intérêt du Bangladesh, confronté à un déficit annuel de près de 3 millions de tonnes de GNL à la suite de la réduction des livraisons qataries. Lors d'une rencontre entre l'ambassadeur d'Algérie à Dacca et la ministre bangladaise des Affaires étrangères, cette dernière a appelé à un renforcement de la coopération énergétique afin d'assurer la sécurité des approvisionnements du pays. L'Algérie apparaît ainsi comme une alternative fiable pour diversifier les sources d'importation de GNL. Déjà présente sur les marchés chinois et sud-coréen, l'Algérie pourrait ainsi élargir davantage sa présence en Asie. Parallèlement, la demande européenne reste soutenue, avec l'arrivée de nouveaux clients comme la Croatie, la Slovaquie et l'Allemagne. Pour répondre à cet engouement, Sonatrach poursuit ses efforts d'augmentation de la production et d'adaptation de son offre, consolidant ainsi sa position sur le marché international du gaz naturel liquéfié.

FACE À LA PÉNURIE DE CLIMATISEURS

La France, l'Italie et l'Espagne se tournent vers l'Algérie

Les vagues de chaleur qui frappent l'Europe depuis le début de l'été bouleversent les habitudes de consommation. En France, en Espagne et en Italie, les climatiseurs mobiles connaissent un succès sans précédent, au point de provoquer des tensions sur les stocks. Face à une demande qui dépasse les capacités d'approvisionnement des distributeurs, plusieurs opérateurs européens se tournent désormais vers de nouveaux fournisseurs. Cette situation ouvre des perspectives inédites pour l'industrie algérienne. Le groupe Condor, l'un des principaux fabricants nationaux d'électroménager, a été sollicité par plusieurs distributeurs européens pour fournir des climatiseurs mobiles, devenus l'un des produits les plus recherchés durant les épisodes de fortes chaleurs. Le directeur général de Condor, Mohamed Salah Daas, a confirmé que plusieurs im-

portateurs d'Europe du Sud ont pris contact avec l'entreprise à la suite de la récente canicule. « La dernière vague de chaleur a poussé plusieurs centres d'importation en Europe du Sud à contacter Condor, leader dans la fabrication de climatiseurs et d'appareils électroménagers, afin d'approvisionner leurs réseaux de distribution en climatiseurs mobiles. Il s'agit actuellement du produit le plus demandé en Espagne, en France et en Italie », a-t-il déclaré sur Ennahar TV. Selon lui, cette prise de contact constitue une première opportunité pour le groupe sur ce segment du marché européen et pourrait marquer une nouvelle étape dans le développement de ses exportations. Les démarches sont d'ailleurs déjà engagées. Mohamed Salah Daas a indiqué que les futurs partenaires européens ont entamé les procédures d'enregistrement de la marque, tandis

que Condor a transmis aux autorités compétentes de France, d'Espagne et d'Italie l'ensemble des dossiers techniques ainsi que les certificats de conformité nécessaires à la commercialisation des premiers lots de climatiseurs mobiles. « Nos futurs partenaires ont déjà entamé les procédures d'enregistrement de la marque. Nous avons transmis les dossiers techniques aux autorités compétentes en France, en Espagne et en Italie, ainsi que les certificats de conformité nécessaires pour la réception des premiers lots de climatiseurs mobiles », a-t-il précisé. Le projet est ainsi entré dans une phase opérationnelle. Une fois les procédures réglementaires finalisées, les premières expéditions pourront être lancées vers ces trois marchés européens. Au-delà de cette opportunité commerciale, cette évolution illustre les mutations provoquées par le change-

ment climatique. Les épisodes de chaleur extrême se multiplient dans plusieurs pays du sud de l'Europe, où la climatisation tend à devenir un équipement indispensable, aussi bien pour les particuliers que pour les établissements scolaires, les hôpitaux, les maisons de retraite et les bâtiments publics. Cette nouvelle réalité ouvre des perspectives intéressantes aux industriels algériens. Grâce à sa proximité géographique avec l'Europe et à ses capacités de production, Condor pourrait tirer parti de cette demande croissante pour renforcer sa présence sur les marchés internationaux. Si les procédures d'homologation aboutissent comme prévu, les climatiseurs mobiles fabriqués en Algérie pourraient prochainement être commercialisés en France, en Espagne et en Italie, où les besoins continuent d'augmenter au rythme des vagues de chaleur. **Y. R.**

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : **agence.rcgic@anep.com.dz**
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN AFRIQUE

L'Algérie montre la voie à suivre

L'Algérie a organisé, hier, une importante conférence sur le fléau de la corruption en Afrique, à l'occasion de la Journée africaine de lutte contre ce phénomène et à laquelle ont pris part experts algériens et africains ainsi que des représentants du monde économique, à l'effet de renforcer la coopération continentale.

Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et présidée par la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Mme Salima Mousserati, cette rencontre qui a consigné aussi, la présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, de plusieurs membres du Gouvernement, du premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni, du président du Conseil d'Etat, Mohammed Bennaceur, et du Médiateur de la République, Mohamed Hat-tab, aux côtés de responsables et représentants d'instances et d'institutions nationales, ainsi que d'organismes relevant de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA) a voulu illustrer la volonté de l'Algérie de partager son expérience et de contribuer à l'émergence d'une stratégie africaine plus efficace en matière de prévention et de lutte contre la corruption.

Organisée sous le thème de «De l'évaluation des efforts de lutte contre la corruption dans le secteur administratif public à la consolidation des règles de conformité dans le secteur économique», cette journée d'étude consacrée à l'indice de performance «Nazaha» a constitué un cadre de réflexion sur les progrès réalisés, l'efficacité des mécanismes mis en place, les nouvelles approches à développer ainsi que les expériences réussies de plusieurs pays africains.

Au-delà de l'aspect institutionnel, cette réflexion tendait à répondre également, à une exigence économique de plus en plus affirmée, tel que souligné par Arslan Chikhaoui, expert en géopolitique et en géoéconomie, qui observe que la lutte contre la corruption était aujourd'hui bien plus qu'une exigence de gouvernance, mais constitue « un levier détermi-



nant pour attirer les investissements étrangers et renforcer la crédibilité économique d'un pays», a-t-il résumé.

Pour sa part et prenant la parole à l'ouverture de la conférence, Mme Mousserati n'a pas manqué de mettre en avant que le fléau de la corruption sapait désormais les structures économiques et sociales des nations, menaçait la stabilité et alimentait la criminalité organisée, a-t-elle déploré ; relevant que la lutte contre la corruption n'était plus un choix mais « une obligation internationale exigeant des pays africains une coordination afin de concrétiser la bonne gouvernance et la justice sociale, a soutenu Mme Mousserati.

Il est à noter qu'un film documentaire a également été projeté, mettant en avant les réformes engagées ces dernières années par l'Algé-

rie sous la conduite du président de la République pour lutter contre la corruption et renforcer la transparence, tout en soulignant les efforts de l'Algérie sur les scènes africaine et internationale pour contrer ce fléau et développer l'action africaine commune en la matière. L'occasion, dans ce contexte, pour le ministre de l'Intérieur Saïd Sayoud de se voir distingué, en reconnaissance des efforts déployés dans le cadre de l'indice de performance d'Intégrité «Nazaha» de l'année 2025, lancé par les institutions sous tutelle du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, à l'instar de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), à travers les initiatives et les pratiques concrétisées dans ce domaine.

N. B.

DGSN

A l'ONU, Ali Badaoui prône la coopération



Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, a participé à New York (Etats-Unis), au 5e Sommet des chefs de police des Nations unies (UNCOPS), dont les travaux ont pris fin avant-hier, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. La lutte contre le crime organisé et maintien de la paix étaient au menu du conclave policier

L'Algérie consolide la coopération sécuritaire internationale

La participation de la délégation algérienne, conduite par Badaoui et composée du Chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, le Général-Major Rafik Bouakaz, ainsi que de

hauts cadres de la Sûreté nationale, s'inscrit dans le cadre du « renforcement de la coopération policière internationale face aux défis sécuritaires transnationaux », ajoute la même source.

Dans son allocution à l'ouverture de ce sommet, tenu du 6 au 10 juillet, le DGSN a affirmé, en présence de l'ambassadeur, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, « l'engagement de l'Algérie à consolider la coopération sécuritaire internationale pour faire face aux défis sécuritaires régionaux et internationaux ».

Il a également mis en avant « les efforts de l'Algérie visant à appuyer les capacités des services de police africains, à travers la mise en œuvre de plusieurs programmes de formation

dans les domaines de la lutte contre le crime organisé, à l'instar de la cybercriminalité et du trafic illicite de drogues, outre la criminalistique et la gestion des crises ».

Vers un renforcement des compétences et des missions de paix

Par la même occasion, le DGSN a salué l'initiative des Nations unies concernant la session de formation organisée en Algérie en mai dernier. Destinée aux services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales, cette formation portait sur le rôle des missions de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité.

En marge des travaux de ce sommet, Badaoui et la délégation qui l'accompagne ont eu des entretiens bilatéraux avec le ministre belge de l'Intérieur et de la Sécurité, le Conseiller de police des Nations unies, le Chef de la section de la sélection et du recrutement de la Division de la police, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, ainsi que les chefs des délégations policières du Royaume d'Arabie saoudite, d'Azerbaïdjan et du Tchad.

Ces rencontres ont permis d'examiner les voies et moyens de renforcer la coordination et la coopération dans les domaines de la formation, du renforcement des capacités et du développement des compétences policières, outre l'appui de la participation des éléments de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale aux opérations onusiennes de maintien de la paix. ■

Éditorial l'EXPRESS

LE PARI DE LA BONNE GOUVERNANCE

PAR NASSIM TERKI

En accueillant à Alger la journée d'étude consacrée à l'indice de performance d'intégrité «Nazaha», à l'occasion de la Journée africaine de lutte contre la corruption, l'Algérie envoie un message clair. La transparence et la bonne gouvernance ne relèvent plus du seul registre institutionnel. Elles constituent « désormais » un choix stratégique au service du développement économique, de la crédibilité de l'État et de la confiance des citoyens comme des investisseurs.

Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette rencontre, organisée par la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), intervient dans un contexte où la lutte contre la corruption s'impose comme un enjeu majeur de gouvernance. La présence de hauts responsables de l'État, de représentants des institutions nationales, de l'ONU et de l'Union africaine témoigne de la portée accordée à cette démarche.

L'Algérie met en avant des instruments concrets d'évaluation et de suivi. L'indice « Nazaha » s'inscrit précisément dans cette logique en encourageant les administrations et les institutions publiques à inscrire l'intégrité parmi leurs critères de performance. Les distinctions attribuées, notamment au ministère de l'Intérieur à travers les actions engagées par la Direction générale de la Sûreté nationale et la Direction générale de la Protection civile, illustrent cette volonté de faire des bonnes pratiques un modèle de gestion publique. Dans son intervention, la présidente de la HATPLC, Salima Mousserati, a rappelé que la corruption fragilise les économies, menace la stabilité des États et alimente la criminalité organisée. Son constat rejoint une réalité désormais largement admise, la prévention de la corruption n'est plus une option, mais une exigence internationale qui conditionne la qualité de la gouvernance et la justice sociale.

Comme le souligne l'expert Arslan Chikhaoui, les investisseurs évaluent aujourd'hui la transparence et l'intégrité avec la même attention que les indicateurs financiers ou sécuritaires. Les mécanismes de conformité, les codes d'éthique et les dispositifs de prévention sont devenus des critères déterminants de compétitivité. Dans cette évolution, les réformes engagées par l'Algérie renforcent progressivement son attractivité et consolident son image auprès des partenaires économiques.

Au-delà de son cadre national, cette initiative porte une ambition continentale. Face à des flux financiers illicites qui privent chaque année l'Afrique de plus de 50 milliards de dollars, selon les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le renforcement de la coopération apparaît comme une nécessité. En réunissant experts africains, institutions internationales et acteurs économiques autour d'une réflexion commune, Alger confirme sa volonté de contribuer à une réponse collective fondée sur la prévention, la conformité et le partage des expériences. L'Algérie réaffirme que la lutte contre la corruption est un levier de développement, de souveraineté et de coopération africaine.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'Algérie en passe d'accueillir la première usine Opel hors Europe

Le projet d'implantation d'une usine Opel en Algérie, la première du genre hors d'Europe, se précise. La visite, cette semaine en Algérie, de Florian Huettl, président-directeur général mondial du constructeur allemand appartenant au groupe Stellantis, constitue un signal fort en faveur d'un futur partenariat industriel dans le secteur automobile.

PAR MAHREZ Z

La délégation d'Opel, composée notamment du PDG mondial de l'entreprise, Florian Huettl, et du président du conseil d'administration, Xavier Chéreau, a été reçue, le 9 juillet 2026, par Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Selon le communiqué diffusé par l'organisation patronale, « la rencontre a porté sur l'accélération du développement de l'industrie automobile en Algérie, notamment à travers le renforcement de la base de sous-traitance industrielle, ainsi que sur l'examen des perspectives de croissance future de la marque Opel sur le marché algérien. » La visite de Florian Huettl en Algérie intervient quelques jours seulement après celle de Falk Zimpel, Brand Manager d'Opel pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Cette succession de visites illustre l'intérêt croissant accordé au marché algérien et dessine les contours d'un partenariat appelé à se concrétiser. Il y a quelques mois déjà, plusieurs informations faisaient état de l'intention du constructeur allemand de réaliser son projet d'usine en Algérie. En janvier 2026, Samir Cherfan, directeur des opérations du groupe Stellantis pour la région Moyen-Orient et Afrique, avait annoncé qu'Opel avait retenu l'Algérie pour l'implantation de son nouveau site de production hors d'Europe. « Je



suis fier d'annoncer qu'Opel a choisi l'Algérie pour l'implantation d'un nouveau site de production hors d'Europe, une étape majeure pour la marque, pour l'Algérie et pour la région Moyen-Orient et Afrique », avait-il écrit sur le réseau professionnel LinkedIn. Le responsable avait également révélé la tenue d'une réunion de travail à Alger avec Florian Huettl. « J'ai récemment participé à une réu-

nion de travail à Alger avec Florian Huettl, PDG d'Opel Automotive GmbH, où nous avons réaffirmé notre ambition commune : concrétiser le projet d'usine Opel et contribuer activement au développement de l'industrie automobile nationale grâce à la production locale, à l'intégration industrielle et à des investissements à long terme. Cette décision s'appuie sur le succès du lancement d'Opel en

Algérie il y a plus de deux ans et témoigne de la dynamique positive que nous avons insufflée ensemble. Ce futur site de production complètera le réseau industriel européen d'Opel, nous permettant de mieux servir nos clients algériens ainsi que ceux de la région Moyen-Orient et Afrique », avait-il affirmé. Plus globalement, Stellantis entend accélérer son développement régional à travers sa

feuille de route FaSTLANe 2030 au Moyen-Orient et en Afrique. Le groupe vise une progression de plus de 40 % de son chiffre d'affaires, tout en maintenant une marge opérationnelle à deux chiffres. Lors d'une conférence de presse organisée le 30 juin 2026, le constructeur a indiqué que cette croissance sera « portée par un modèle d'approvisionnement compétitif », reposant sur l'expansion de son outil industriel régional, des importations stratégiques et un plan produit de 22 modèles couvrant 90 % des ventes. « En Algérie, Stellantis poursuivra l'extension de sa base industrielle grâce au renforcement de l'intégration locale », a précisé le groupe. Pour Stellantis, « le Moyen-Orient et l'Afrique s'imposent comme un pilier stratégique majeur de la croissance du groupe et constituent l'un des marchés automobiles les plus dynamiques au monde ». Dans cette région, le constructeur occupe la deuxième place depuis quatre années consécutives, avec plus de 500 000 véhicules vendus par an et une rentabilité durable à deux chiffres. À travers cette stratégie, Stellantis ambitionne, selon son communiqué, de conjuguer compétitivité industrielle, investissements ciblés et portefeuille de produits adapté afin de générer une croissance durable et rentable au Moyen-Orient et en Afrique, tout en renforçant son ancrage à long terme et sa contribution aux économies locales. ■

L'importation de moutons pour l'Aïd-el-Adha entachée de graves irrégularités 13 personnes placées en détention provisoire

Le procureur général près la Cour d'Alger a révélé, lors d'une conférence de presse, tenue hier, de graves irrégularités ayant entaché l'importation de moutons pour l'Aïd-el-Adha, aussi bien sur les plans sanitaire que financier. Des enquêtes approfondies ont été ouvertes et ont mis au jour de nombreuses violations de la réglementation en vigueur. Ainsi, sur le volet sanitaire, les investigations ont fait apparaître ce que le procureur a qualifié de « violation flagrante des lois ». Selon les premiers éléments de l'enquête, des moutons importés présentaient des signes de maladies vétérinaires infectieuses. La cargaison arrivée au port de Béjaïa aurait pourtant été autorisée sur la base d'un rapport établi par une commission de trois vétérinaires, alors que deux de ses membres ne disposaient pas des qualifications requises. Cette décision aurait été prise en dépit des réserves et des mises en garde formulées par un vétérinaire ayant signalé les risques sanitaires. Les investigations menées sur le volet financier ont également révélé de graves dysfonctionnements. Le parquet fait état de manœuvres frauduleuses dans la passation des marchés publics, de pratiques visant à orienter les marchés au profit d'un cercle restreint d'opérateurs, ainsi que de manipulations ayant porté atteinte aux règles de transparence. Les enquêteurs évoquent également la falsification de procès-verbaux d'ouverture des plis au sein de la Société algérienne des viandes rouges, des faits qui alimentent de fortes présomptions d'infractions pénales. À l'issue des premières investigations, 41 personnes ont été présentées devant les autorités judiciaires. Elles sont poursuivies pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment abus de pouvoir, violation de la législation sur les marchés publics et blanchiment d'argent. Saisi du dossier, le juge d'instruction a ordonné le placement en détention provisoire de 13 mis en cause, tandis que les autres suspects ont été placés sous contrôle judiciaire, dans l'attente de la poursuite des investigations.

R. N.

REVENU PAR HABITANT EN HAUSSE L'économie nationale gagne en solidité

L'Algérie se maintient, pour la troisième année consécutive, parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, selon le dernier classement établi par le Groupe de la Banque mondiale (BM) pour la période allant de juillet 2026 à juin 2027. Cette classification est fondée sur le revenu national brut (RNB) par habitant. L'Algérie et la Libye sont les deux seuls pays d'Afrique du Nord à figurer dans cette catégorie, selon le tableau publié par la Banque mondiale, qui évalue, à travers cet indicateur, le niveau moyen de richesse par habitant exprimé en dollars américains. À l'échelle du continent, l'Algérie fait partie des huit pays africains classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur en 2025, avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 5.850 dollars, contre 5.370 dollars en 2024. Cette classification reflète les avancées réalisées par l'Algérie ces dernières années en matière de croissance économique, d'investissement public, de diversification des secteurs productifs et de gouvernance des finances publiques. En 2024, le pays est passé de la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Depuis, il conserve ce statut grâce aux performances économiques relevées par la Banque mondiale. Chaque année, le 1er juillet, le Groupe des données sur le développement (GDD), centre de données du Groupe de la Banque mondiale, met à jour la classification des économies mondiales sur la

base des estimations du revenu national brut (RNB) par habitant de l'année civile précédente. Les 218 économies étudiées sont réparties en quatre catégories : faible revenu, revenu intermédiaire de la tranche inférieure, revenu intermédiaire de la tranche supérieure et revenu élevé. La classification publiée cette année servira de référence jusqu'à la fin du mois de juin 2027. Lors du reclassement de l'Algérie en 2024, le ministère des Finances avait expliqué que cette évolution traduisait non seulement la révision à la hausse du produit intérieur brut (PIB), mais également les résultats enregistrés en matière de croissance, l'élargissement de l'investissement public, le renforcement des secteurs économiques productifs et l'amélioration de la gouvernance des finances publiques. Selon la Banque mondiale, les économies à faible revenu sont celles dont le RNB par habitant est égal ou inférieur à 1.175 dollars en 2026. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure affichent un RNB par habitant compris entre 1.176 et 4.635 dollars, tandis que ceux de la tranche supérieure se situent entre 4.636 et 13.935 dollars. Au-delà de ce seuil, les économies sont classées dans la catégorie des pays à revenu élevé. La Banque mondiale souligne que cette mise à jour revêt une importance particulière, car ces classifications déterminent notamment l'éligibilité des pays aux prêts concessionnels et à certaines formes d'aide au développement. Elles constituent également un outil de référence pour les gouvernements, les cher-

cheurs et les organisations internationales afin d'évaluer les progrès économiques à l'échelle mondiale. Le RNB par habitant est calculé en dollars américains selon la méthode Atlas, qui permet d'atténuer les effets des fluctuations à court terme des taux de change. La Banque mondiale précise que les seuils de revenus sont révisés chaque année afin de tenir compte de l'inflation. La croissance économique et démographique, les révisions des comptes nationaux ainsi que l'actualisation des données statistiques peuvent également influencer sur le classement des pays. Cette année, la mise à jour annuelle fait apparaître le passage de six pays dans une catégorie de revenu supérieure. Cinq pays, la Jordanie, la Micronésie, les Philippines, le Sri Lanka et le Vietnam, sont passés de la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur à celle des pays à revenu intermédiaire supérieur. Le Togo est, quant à lui, le seul pays à avoir quitté la catégorie des pays à faible revenu pour intégrer celle des pays à revenu intermédiaire inférieur. Enfin, la Banque mondiale rappelle que « la méthodologie de la classification des revenus des pays est rigoureuse ». Elle souligne que les données les plus récentes sont systématiquement utilisées afin de garantir que les catégories reflètent au mieux la situation économique réelle de chaque pays. Selon l'institution, cette classification constitue « un outil fiable pour contextualiser l'économie mondiale, comprendre où se situent les pays et, dans une certaine mesure, la direction qu'ils prennent ». ■

M. Z.

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

« Un comportement civilisé et une responsabilité collective », selon Bouamama

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a présidé, hier à Alger, l'ouverture d'une journée de sensibilisation et de formation au profit des journalistes sur la rationalisation de la consommation d'énergie en été.

PAR MERIEM KACI

Tenue au siège du ministère de la Communication en présence de représentants de différents secteurs concernés, d'experts du domaine énergétique et de représentants d'associations de protection des consommateurs, cette journée de sensibilisation et de formation, s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère visant à contribuer à la réussite de la campagne nationale de rationalisation de la consommation d'énergie pour l'été 2026.

Dans son allocution, le ministre de la Communication a souligné que la lutte contre la surconsommation d'énergie, en particulier durant les périodes de pointe estivale, représentait un défi stratégique face à l'essor de développement que connaît le pays, à l'amélioration du niveau de vie et à l'expansion urbaine. Il a indiqué que l'État a investi des dizaines de milliards de dollars dans le développement du secteur de l'énergie, ce qui a permis à l'Algérie d'atteindre l'autosuffisance et d'exporter de l'électricité. Il a mis en avant que cette orientation s'inscrivait dans le cadre d'une vision basée sur la construction d'un modèle énergétique durable, fondé sur l'efficacité énergétique, la rationalisation de la consommation et la lutte contre le gaspillage, tout en garantissant le droit du citoyen à bénéficier d'un service public de qualité, conformément aux orientations éclairées du président de la République. L'amélioration de l'efficacité énergétique et l'incitation des citoyens à adopter des gestes simples sont de



nature à contribuer à la préservation des ressources nationales et à la réduction du gaspillage. Il a également salué les initiatives lancées par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables dans ce domaine, concernant l'adoption de mesures pratiques pour rationaliser la consommation d'énergie au sein des administrations et des établissements publics, reflétant ainsi l'orientation de l'État vers la généralisation de la culture de l'efficacité énergétique à tous les niveaux.

M. Bouamama a réaffirmé que la rationalisation de la consommation d'énergie n'est pas un « simple choix économique, mais un comportement civilisé et une responsabilité collective » qui s'accorde avec les valeurs de la société algérienne et les enseignements de la religion islamique qui

rejetent le gaspillage. Il a cité à ce titre le hadith du Prophète Mohamed (que la prière et le salut de Dieu soient sur lui) : « Ne gaspille pas l'eau, même si tu te trouves au bord d'une rivière », appelant les médias nationaux à continuer de jouer leur rôle de partenaire clé dans la diffusion de la culture énergétique et l'ancrage d'une consommation rationnelle, au service du développement durable et de la préservation des droits des générations futures. Dans ce contexte, il a insisté en outre sur l'importance de la spécialisation et de la formation continue des journalistes et sur la nécessité de leur permettre de maîtriser les concepts techniques liés au secteur de l'énergie. « Cela contribuera à la production de contenus médiatiques précis et efficaces, renforçant ainsi la prise de conscience

des citoyens et encourageant l'adoption de comportements de consommation rationnels, au service des objectifs de la campagne nationale de rationalisation de la consommation d'énergie », a-t-il ajouté.

« Le citoyen ne paye pas le prix réel de l'électricité »

Les tarifications de l'électricité et du gaz n'ont connu aucune révision depuis plus d'une décennie. La dernière révision des tarifs remonte à 2016 sachant que le citoyen ne paye pas le prix réel de l'électricité, a indiqué pour sa part, Rachid Abdessamad, DG par intérim de Sonelgaz. Ce dernier a rappelé que l'État algérien applique une politique de subventions massives pour préserver le pouvoir d'achat et tarif facturé par Sonelgaz est nette-

ment inférieur au coût de production et de distribution réel de l'énergie, a-t-il ajouté. Dans ce sens, M. Abdessamad a appelé ses concitoyens à « rationaliser la consommation de l'énergie pour maintenir le caractère social de ces aides étatiques ».

Mettant en valeur les investissements à valeur ajoutée par le groupe public énergétique, le responsable a fait savoir que plus de 100.000 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, saluant dans ce contexte les efforts du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables et celui de l'Agriculture pour concrétiser ce projet d'envergure pour renforcer la production agricole nationale.

De son côté, la directrice de la communication et de l'information à Sonelgaz Fatima-Zohra Merzougui, a indiqué que le groupe anticipe un pic de demande d'électricité entre 21 350 MW (températures de saison) et 22 150 MW (vague de chaleur exceptionnelle) en Algérie. Pour éviter les tensions sur le réseau, le groupe public a injecté plus de 1 850 MW supplémentaires.

Pour rappel, cette rencontre a été organisée par le ministère de la Communication en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Elle vise à doter la corporation médiatique des connaissances et des outils nécessaires pour aborder les questions liées à l'efficacité énergétique, et contribuer à la sensibilisation des citoyens à l'importance d'une consommation rationnelle de l'électricité et du gaz durant l'été, saison marquée par une forte hausse de la demande en énergie. ■

SÉCURITÉ SOCIALE

Sortie de la 11^e promotion d'étudiants de l'ESSS

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de sortie de la 11e promotion d'étudiants de l'Ecole supé-

rieure de la Sécurité sociale (ESSS).

Lors de cette cérémonie tenue en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et du ministre de

la Santé, Mohamed Seddik Aït Mes-saoudane, les majors de cette promotion, composée de 63 diplômés et baptisée du nom de la martyre héroïne « Ourida Meddad », ont été honorés.

A cet égard, le directeur de l'ESSS, Nacer Daddi Addoun, a indiqué que la promotion sortante a bénéficié d'une formation spécialisée, ayant suivi durant deux années des programmes pédagogiques ainsi que des sorties de terrain auprès de plusieurs organismes, à l'instar des Caisses de sécurité sociale, ce qui lui a permis d'acquérir une formation académique et professionnelle. Il a également souligné que l'Ecole connaît des processus de modernisation et d'actualisation de ses programmes, en phase avec les efforts du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, visant à améliorer les services de protection sociale destinés aux citoyens, notant que l'Ecole s'oriente vers l'intégration de la langue anglaise dans ses travaux de recherche scientifique. A cette occasion, la famille de la martyre héroïne Ourida Meddad, tombée au champ d'honneur le 2 août 1957, a été honorée. ■

Enfants de la communauté algérienne établie à l'étranger

Arrivée du premier groupe de vacanciers, à Oran

Le premier groupe d'enfants et d'adolescents de la communauté nationale établie à l'étranger, bénéficiaires des colonies de vacances d'été organisées par le ministère de la Jeunesse en collaboration avec la Grande Mosquée de Paris, est arrivé hier à



l'aéroport international « Ahmed Ben Bella » d'Oran, a indiqué le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya, Adel Tedjar. Le même responsable a précisé que ce premier groupe est composé de 58 enfants et adolescents, qui seront hébergés à l'auberge de jeunesse de Cap Falcon pour y suivre leur programme estival. Par ailleurs, 109 autres enfants et adolescents seront orientés vers la wilaya d'Aïn Temouchent, où ils poursuivront leur séjour et prendront part aux différentes activités éducatives, culturelles et récréatives prévues dans le cadre de cette initiative.

M. Tedjar a ajouté que la wilaya d'Oran accueillera également, dans les prochains jours, un deuxième groupe de 125 enfants et adolescents issus de la communauté nationale établie à l'étranger, qui seront hébergés à l'auberge de jeunesse de Belgaid, dans le cadre du programme national des colonies de vacances destiné à cette catégorie.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les liens des enfants de la communauté nationale avec leur pays d'origine, en leur permettant de passer leurs vacances d'été en Algérie, de découvrir son patrimoine civilisationnel, culturel et touristique, tout en favorisant les échanges et le rapprochement entre les jeunes du pays et ceux de la communauté algérienne établie à l'étranger.

CACI

Création prochaine d'un Conseil d'affaires algéro-bosnien

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et les institutions publiques algériennes accélèrent le renforcement de leurs relations économiques avec la Bosnie-Herzégovine. Ce rapprochement s'inscrit dans une dynamique de partenariat stratégique, l'Algérie étant considérée par Sarajevo comme une porte d'entrée majeure vers le marché africain.



FATIHA A.
Ainsi, la CACI annonce avoir tenue une réunion par visioconférence avec la Chambre de commerce extérieur de la Bosnie-Herzégovine. «Ont participé à cette réunion : M. Chakib Ismail Kouidri, directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie d'Algérie ; M. Tayeb Cheb, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Algérie ; et M. Boualem Tarafi, directeur de la coopération et des partenariats internationaux. Étaient également présents M. Rabah Charef, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Boumerdès ; M. Mohamed Berkia, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Médéa ; Son Excellence l'Ambassadeur d'Algérie en Bosnie-Herzégovine ; et Mme Meguidech Farah, directrice générale par intérim de la coopération, des accords et des relations commerciales internationales au ministère du Commerce

extérieur et de la Promotion des exportations», indique la CACI dans un communiqué. Du côté bosnien, la réunion s'est tenue en présence de M. Ahmed Egrić, président de la Chambre de commerce extérieur de Bosnie-Herzégovine ; M. Enis Alisković, directeur de l'Agence bosnienne de promotion des exportations ; M. Medhat Salić, ministre adjoint du Commerce extérieur et des Relations économiques de Bosnie-Herzégovine ; Mme Šejla Delić, chef de cabinet du président ; et les vice-présidents de la Chambre de commerce extérieur de Bosnie-Herzégovine. Après les mots de bienvenue, les deux parties se sont engagées à œuvrer au renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Bosnie-Herzégovine. Cet objectif sera atteint par la signature d'un mémorandum d'entente entre la Chambre de commerce et d'industrie algérienne et son homologue bosnienne, ainsi que par la création d'un Conseil d'affaires algéro-bosnien, en coordination avec le ministère du Commerce extérieur et de la

Promotion des exportations. Ce conseil aura pour mission de soutenir les échanges commerciaux et d'encourager les partenariats entre les acteurs économiques des deux pays. Les deux parties ont également discuté des secteurs économiques prioritaires pour la coopération. La partie algérienne a proposé de développer des partenariats dans les domaines de l'électroménager, de l'électronique, de l'agroalimentaire, de l'agriculture, de la sidérurgie et de l'automobile, ainsi que dans le secteur minier, compte tenu des projets stratégiques en cours en Algérie. De son côté, la partie bosniaque a manifesté son intérêt pour le développement d'une coopération dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, de l'industrie pharmaceutique et de l'agroalimentaire, considérant les perspectives prometteuses que ces secteurs offrent pour l'établissement de partenariats économiques et d'investissement entre les deux pays.

MODALITÉS DE LÉGALISATION INTERNATIONALE APOSTILLE

Les explications de la DGI

La Direction générale des impôts (DGI) a précisé, jeudi dans un communiqué, les modalités de paiement du droit de timbre du certificat de légalisation internationale «Apostille», et ce, à l'occasion de l'entrée en vigueur en Algérie de la Convention de la Haye relative à cette procédure, selon l'APS. Selon le communiqué, le certificat «Apostille» est soumis à un droit de timbre de 1.500 DA par certificat délivré, conformément aux dispositions de l'article 142 sexies du Code du timbre. Le paiement peut être effectué auprès du receveur des impôts ou celui de la poste, ajoute la même source soulignant que l'acquiescement du droit de timbre donne lieu à la délivrance

immédiate d'une vignette autocollante sécurisée, qui constitue la preuve du paiement et doit être apposée sur le certificat d'Apostille. En cas de perte, de détérioration ou de vol de cette vignette, un duplicata peut être obtenu auprès de l'organisme émetteur contre le paiement d'un droit de timbre réduit de 600 DA. La DGI rappelle, dans son communiqué, que ce dispositif concerne exclusivement les documents destinés à être produits dans les Etats parties à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961, supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers au profit de la procédure simplifiée de l'«Apostille». Il s'agit des documents délivrés par les administrations concernées, notamment les

ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Enseignement supérieur, de l'Education nationale, de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les demandes d'Apostille sont introduites par voie électronique via le portail national dédié (apostille.gov.dz), ou selon les modalités arrêtées par les administrations compétentes. La DGI a ainsi appelé le public concerné à accomplir les formalités de paiement auprès des recettes des impôts ou des bureaux de poste habilités, réaffirmant son «engagement à accompagner la mise en œuvre de ce nouveau dispositif afin de garantir un service public moderne, simplifié et de qualité».

FORUM DU SMSI

Algérie Télécom décroche un prix international à Genève

L'entreprise Algérie Télécom a décroché à Genève (Suisse) un prix international lors du Forum du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), pour son projet: «L'intelligence artificielle au service de l'inclusion numérique» (AI for Digital Inclusion AIDI), indique un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications, selon l'APS. Ce prix, qui constitue «une nouvelle consécration internationale pour l'Algérie», a été remis en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, lors des travaux du Forum (6 - 10 juillet à Genève) et porte la signature de la Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (UIT), Mme Doreen Bogdan-Martin, précise le communiqué. Le projet d'Algérie Télécom «AI for Digital Inclusion AIDI» a obtenu un certificat de reconnaissance de l'UIT après avoir été retenu parmi les projets lauréats dans la catégorie «Infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC)», en reconnaissance de «sa contribution au renforcement de la transformation numérique et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)». Cette distinction confirme «la place prépondérante de l'Algérie dans le domaine de l'innovation numérique, ainsi que ses efforts dans l'exploitation des technologies de l'intelligence artificielle au service de l'inclusion numérique et du développement des infrastructures technologiques».

R.E.

GROUPE GIPLAIT

Mise en service d'une usine de production et d'embouteillage d'eau de source à Berrihane

Une usine de production et d'embouteillage d'eau de source relevant du groupe public Giplait a été mise en service jeudi dans la commune de Berrihane, wilaya d'El Tarf. Le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, accompagné de la PDG de Giplait, Samah Lahlouh, ont présidé la mise en service de l'usine dont l'exploitation a été transférée au groupe dans le cadre des biens récupérés par décisions de justice définitives. Dans une déclaration à l'APS, la PDG de Giplait a indiqué que la mise en service de cette usine, qui a connu une vaste opération de restauration prise en charge par le groupe, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification des produits et de satisfaction de la demande du marché national en eau minérale, affirmant que durant 2027, une enveloppe financière d'un milliard DA sera octroyée pour l'extension de cet investissement. Selon les explications données, cette usine compte deux terrains. Le premier d'une superficie de huit hectares dispose d'un puits artésien de 100 mètres de profondeur et d'un débit de 7,5 litres/seconde constituant la source de l'eau exploitée pour la production tandis que le second terrain occupant deux hectares accueille un bâtiment administratif et un poste de surveillance. L'usine compte également une unité d'embouteillage de l'eau minérale d'une superficie de 3.000 m2, un entrepôt de stockage de l'eau d'une superficie de 4.000 m2 et un autre entrepôt de 3.880 m2. Cette usine produira 120.000 bouteilles d'eau minérale de 1,5 litres par jour et emploie dans une première phase 23 travailleurs, selon les responsables qui ont affirmé que cette usine dispose d'installations modernes conformes aux normes de qualité et de sécurité sanitaire de sorte à produire une eau de source de haute qualité et d'assurer le respect des normes d'embouteillage et de commercialisation.

R.E.

AHK Algérie Visite d'entreprises allemandes implantées en Algérie

FATIHA A.

Dans le cadre du renforcement des échanges économiques entre l'Allemagne et l'Algérie, Mme Verena Matschoss, Directrice responsable de l'Algérie au sein de Germany Trade & Invest (GTAI), accompagnée de Mme Abir BARROUCHI, Manager Système d'Information à l'AHK, ont effectué des visites auprès de deux entreprises allemandes implantées en Algérie. «La première visite a eu lieu chez KSB Algérie, où M. Kais Hadjammar a présenté l'histoire et l'évolution de l'entreprise ainsi que les perspectives et opportunités offertes par le marché algérien. Elles ont également visité les ateliers de production situés à Bab Ezzouar, spécialisés dans la fabrication de pompes» indique l'AHK Algérie dans sa page officielle facebook. La deuxième étape a concerné Bayer Algérie, où M. M'hand Messaoudi, Directeur Général, a présenté un aperçu du marché algérien, notamment les évolutions et opportunités dans le secteur pharmaceutique, ainsi que les perspectives de développement pour les entreprises allemandes. Ces visites illustrent l'importance des échanges entre les entreprises allemandes implantées en Algérie et les acteurs économiques, et contribuent au renforcement des relations économiques entre les deux pays. Les échanges entre les entreprises allemandes implantées en Algérie et les acteurs économiques locaux sont essentiels pour stimuler la diversification industrielle, accélérer le transfert de compétences, moderniser les infrastructures technologiques et renforcer l'intégration de l'économie algérienne dans les chaînes de valeur mondiales. Ces échanges revêtent une importance stratégique à plusieurs niveaux. L'expertise allemande est reconnue mondialement pour son ingénierie et son savoir-faire technique. En collaborant avec des entreprises locales, des PME et des institutions algériennes, les filiales allemandes (comme Knauf, Siemens ou Liebherr) favorisent un transfert de technologie crucial.

L'AHK Algérie (Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie) renforce ses relations avec les entreprises algériennes grâce à son réseau de plus de 700 membres. Elle joue un rôle clé dans l'accompagnement des affaires, le transfert de technologie, l'amélioration du climat de l'investissement et la promotion de pratiques durables



De plus, le partenariat germano-algérien s'appuie fortement sur la formation professionnelle, permettant de hisser la main-d'œuvre locale aux standards internationaux. L'Algérie cherche à réduire sa dépendance aux hydrocarbures et à dynamiser d'autres secteurs. Les échanges avec les acteurs économiques locaux stimulent la création de valeur dans des domaines clés. Des projets stratégiques (tels que le corridor South2) positionnent l'Algérie comme un futur fournisseur majeur d'énergie décarbonée pour l'Europe. Les accords entre les laboratoires algériens (comme Saïdal) et allemands (tels que Boehringer Ingelheim) permettent la production locale de traitements innovants. Aussi, le dialogue continu avec les sous-traitants et acteurs locaux vise à développer une véritable industrie de l'automobile et de ses composants en Algérie. La vitalité de cette coopération est soutenue par des institutions bilatérales qui facilitent la

mise en relation des acteurs économiques. D'ailleurs, la Chambre Algéro-Allemande d'Industrie et de Commerce regroupe des centaines d'entreprises, jouant un rôle central dans l'accompagnement des investisseurs, le conseil juridique et le réseautage d'affaires. L'organisation régulière de forums et de missions de prospection permet aux industriels allemands de rencontrer les ministères, les chambres de commerce régionales et les entrepreneurs algériens. Pour dynamiser le partenariat économique bilatéral, l'AHK Algérie déploie des actions hyper-ciblées : missions de prospection et rencontres B2B, organisation de voyages d'affaires (comme dans le secteur automobile) pour connecter directement les industriels allemands à la chaîne de valeur algérienne, transfert de savoir-faire par des programmes de jumelage institutionnel et visites de terrain (ex: visites d'usines à Bab Ezzouar) pour partager l'expertise technologique allemande.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE Examen des voies de renforcement de la coopération en matière d'investissement

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu l'ambassadrice de Slovénie en Algérie, Mme Urska Kramberger Mendek, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'investissement, indique un communiqué de l'Agence, selon l'APS. Lors de cette rencontre, tenue mercredi au siège de l'AAPI, en présence de ses cadres, les deux parties ont notamment évoqué les perspectives de développement de la coopération entre l'AAPI et l'Agence slovène de développement des entreprises (SPIRIT Slovenia), en vue d'échanger les expériences et les meilleures pratiques en matière de promotion de l'investissement et d'accompagnement des investisseurs, ainsi que des informations sur les opportunités d'investissement offertes dans les deux pays. A cette occasion, M. Rekkache a passé en revue les avantages offerts par le climat des affaires en Algérie ainsi que les principales opportunités d'investissement disponibles, invitant les opérateurs économiques slovènes à les saisir, notamment dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des énergies renouvelables, du conditionnement, des produits d'emballage des produits alimentaires et pharmaceutiques, des cultures stratégiques, en particulier le soja, le maïs et le coton, ainsi que des industries mécaniques, de la sous-traitance, de l'industrie plastique et des polymères. Les deux parties ont également évoqué les perspectives de renforcement de la coopération économique bilatérale à travers l'encouragement de la participation des entreprises algériennes au prochain salon économique prévu prochainement en Slovénie, ainsi que l'examen de la possibilité d'organiser un forum d'affaires réunissant les opérateurs économiques des deux pays, conclut la même source.

R.E.

LIGNE MINIÈRE EST Les travaux de creusement du premier tunnel de la première section du projet finalisés

Les entreprises chargées de la réalisation de la ligne minière Est de la voie ferroviaire Annaba-Tébessa-Bled El Hadba, ont parachevé le creusement du premier tunnel sur les trois prévus dans la première section du projet reliant Boucheougouf à Ain Seynour, indique mercredi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, selon l'APS. Pour le deuxième jour consécutif et en application des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, le directeur général de l'Agence nationale des études et du suivi de la réalisation des investissements ferroviaires «ANESRIF», a poursuivi sa visite d'inspection du tronçon reliant Boucheougouf à Dréan, long de 121 km, précise le communiqué. Dans ce cadre, le DG s'est enquis «de près» de l'état d'avancement des travaux sur plusieurs chantiers ouverts tout au long du projet. Il a également inspecté l'état d'avancement des opérations en cours, tout en réaffirmant la nécessité de redoubler d'efforts et de mobiliser les moyens indispensables, à même de garantir le respect des délais contractuels du projet, ajoute le communiqué. Le DG a passé en revue, lors de sa réunion avec les responsables des sociétés de réalisation et de suivi, l'état d'avancement des différentes composantes du projet, notamment les grands ouvrages d'art. Ainsi, les travaux des fondations et d'appuis de 8 ponts ont été parachevés, avec l'enregistrement d'un avancement considérable dans les opérations de montage des poutres métalliques. De plus, les travaux des tunnels ont été marqués par le parachèvement du creusement du premier tunnel sur les trois programmés dans la première section du projet reliant Boucheougouf à Ain Seynour, sur un linéaire de 72 Km. En dépit de la difficulté du relief et les contraintes de terrain caractérisant ce projet, les entreprises de réalisation ont maintenu une cadence soutenue des travaux. Il est également prévu durant les prochains jours, le renforcement des chantiers par de nouveaux contingents de camions et d'engins, ce qui permettra d'entamer «progressivement» les travaux de pose de la voie ferrée, en tirant profit des conditions climatiques favorables, conclut le communiqué.

R.E.

BOURSE D'ALGER Introduction de **deux nouvelles** sociétés dès la semaine prochaine

La filiale publique «CRAPC Expertise», relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que la société AYRADE, spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), seront officiellement introduites à la Bourse des valeurs mobilières d'Alger les 14 et 15 juillet en cours, a annoncé jeudi à Alger le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouzenada, rapporte l'APS. S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée par la Cosob pour présenter les résultats et les modalités des deux opérations d'augmentation de capital de «CRAPC Expertise» et d'AYRADE», M. Bouzenada a indiqué que «l'introduction officielle des deux sociétés à la Bourse des valeurs mobilières interviendra mardi et mercredi prochains», soulignant que les opérations de souscription se sont déroulées «dans de bonnes conditions et dans les délais impartis». Il a précisé que les souscriptions avaient dépassé le nombre d'actions offertes de 4,55 % pour CRAPC et de 38,4 % pour AYRADE. Avec ces deux nouvelles introductions, la Bourse d'Alger comptera désormais dix sociétés cotées. Les huit sociétés déjà présentes sont : Alliance Assurances, Biopharm, El Aurassi, Saïdal, le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de dévelop-

pement local (BDL), ainsi que la PME AOM Invest, spécialisée dans les investissements financiers, et la start-up Moustachir. Le directeur des intermédiaires de marché à la Cosob, Rachid Mahmoudi, a indiqué que la souscription aux actions de «CRAPC Expertise» était réservée exclusivement aux filiales des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST), des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), des universités, des centres de recherche, des écoles supérieures ainsi qu'à leurs filiales économiques. Cette opération a enregistré une demande portant sur 40.776 actions, contre 39.000 actions offertes, soit un excédent de 1.766 actions. Le montant proposé s'élevait à 62,4 millions de dinars, tandis que les souscriptions ont atteint 65,24 millions de dinars, représentant un excédent de 2,84 millions de dinars. Par wilaya, Alger est arrivée en tête avec 60,74 % des souscriptions, suivie de Constantine (13,51 %) et d'Oum El Bouaghi (5,68 %). Concernant AYRADE, active dans les technologies de l'information, l'ingénierie logicielle et le développement des services numériques, le directeur des études à la Cosob, Salmane Souidi, a indiqué que 1.250.000 actions avaient été proposées à la souscription. Le montant total des souscriptions a atteint 1,38 milliard de dinars, tandis que la demande a porté sur 1.729.993

actions, soit un taux de souscription de 138,4 %. Les opérations ont concerné 53 wilayas. Dans une déclaration à la presse, le président-directeur général d'AYRADE, Mohamed Lamine Belbachir, a estimé que l'introduction de son entreprise en Bourse est le fruit des efforts conjoints des différents acteurs du secteur et contribuera à insuffler une nouvelle dynamique à cette société créée en 2009. Il a ajouté que cette opération est susceptible d'encourager d'autres entreprises similaires à accéder au marché financier, saluant le rôle du guichet unique du marché financier, qui a, selon lui, largement contribué à simplifier les procédures, notamment celles liées aux mécanismes et aux conditions d'introduction en Bourse, dans la perspective de développer le marché financier national. De son côté, la cheffe du département de l'ingénierie juridique et financière à l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche scientifique et du développement technologique, sponsor de l'opération sur le marché financier, Zahra Yahia, a estimé que l'introduction de la filiale du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques (CRAPC) constitue une étape importante pour la valorisation des résultats de la recherche scientifique et le soutien à la dynamique économique que connaît le pays.

R.E.

GUELMA

La commune d'Aïn Ben Beïda, un modèle de **développement durable**

Le programme arrêté pour l'exercice 2026 prévoit le lancement de 10 opérations de développement importantes, dotées d'une enveloppe financière de plus de 80 millions de DA puisée du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales et de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.



La commune d'Aïn Ben Beïda (Guelma) connaît depuis quelques années une dynamique de développement multiforme en tirant parti de sa situation géographique et de son rayonnement économique qui l'ont fait passer de zone reculée à un modèle de développement durable. M. Farouk Lekbar, chargé de la gestion des affaires de la commune, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette collectivité de 11.000 âmes relevant de la daïra de Bouchegouf, est considérée comme «la porte d'entrée Est de Guelma du fait que ses limites administratives jouxtent, au Nord et à l'Ouest, les wilayas d'El Tarf et d'Annaba, faisant d'elle un axe de transit majeur et un carrefour entre plusieurs wilayas de l'Est du pays».

Il a indiqué que le programme arrêté pour l'exercice 2026 prévoit le lancement de 10 opérations de développement importantes, dotées d'une enveloppe financière de plus de 80 millions de DA puisée du programme d'appui au développement social et économique des collectivités locales et de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ces opérations visent, a-t-il ajouté, à améliorer les conditions de vie des habitants des cités du chef-lieu de la commune et des agglomérations secondaires qui en dépendent. Il a précisé que les projets de développement dûment lancés sur le terrain concernent l'aménagement et la rénovation urbaine de la rue Chaabna-Mahdi, la réalisation de stations d'arrêt de bus dans différents quartiers de la commune, la mise en place d'un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) et d'un réseau d'assainissement dans la cité Omri-Ahmed, au centre de la commune, deux extensions de l'école primaire Atilia-Abid, la construction d'un terrain de sport

de proximité, revêtu de gazon synthétique, dans la zone des Matarih, ainsi que l'aménagement des trottoirs du village de Boudjemaa-Nouadria et la réalisation d'une salle de soins dans la cité Ramel-Aïssa.

S'agissant des projets jugés parmi les plus stratégiques, dont la commune a récemment bénéficié, ils consistent, selon le même responsable, à inclure cette collectivité dans la liste des 9 communes de la wilaya de Guelma bénéficiant d'un approvisionnement en eau potable provenant de la station de dessalement d'eau de mer de Koudiat-Draouche, dans la wilaya voisine d'El Tarf. Ce dernier projet devant être mis en service «très prochainement», permettra d'assurer l'alimentation en eau potable des habitants de plusieurs communes au moyen d'un volume total de l'ordre de 40.000 m³/jour, selon M. Lekbar qui a indiqué que parmi les infrastructures liées à ce projet figure un réservoir principal de 50.000 m³ dont la réalisation a été finalisée sur le territoire de la commune. Un réservoir qui permettra, selon lui, d'alimenter toutes les communes bénéficiaires de ce projet stratégique, en plus d'un autre réservoir de 5.000 m³, réalisé spécialement pour alimenter les habitants de la commune d'Aïn Ben Beïda, renforçant ainsi «l'approvisionnement régulier» en eau de la population. Les habitants de la région récoltent les fruits des projets stratégiques. C'est ce qu'indique M. Abdelhamid, un habitant de la commune, affirme que l'essor remarquable de la région, depuis quelques années, «a eu des répercussions positives sur la population qui a bénéficié des retombées des différents projets réalisés. Le même citoyen estime également que le marché régional de gros des fruits et légumes, construit sur le territoire de la commune, est devenu, depuis sa mise en service il y a trois ans, «une

destination de choix pour les commerçants de plusieurs wilayas de l'Est qui viennent s'y approvisionner en produits agricoles frais, contribuant directement à la relance de l'activité économique de la commune, en favorisant la création d'emplois au profit des habitants et en stimulant le développement des commerces dans leurs différents secteurs d'activité. Quant à M. Hocine, père de famille, il estime que la commune a «grandement bénéficié de son emplacement sur la route nationale (RN) n° 16 qui traverse le centre du chef-lieu en insufflant une activité intense, d'autant que l'achèvement récent du projet de doublement de cette route a apporté un regain de dynamisme à toute la région, compte tenu de son tracé qui s'étend de la wilaya d'Annaba jusqu'à Souk Ahras, formant ainsi un axe de liaison entre plusieurs wilayas de l'Est algérien». Selon ce citoyen, «le passage de l'autoroute Est-ouest et la construction d'une aire de service sur le territoire de la commune ont ouvert de nouvelles perspectives pour jouer un rôle central dans la région orientale du pays». L'on s'attend également, a-t-il souligné, à des retombées encore plus bénéfiques pour la commune à la faveur des avantages économiques et sociaux du projet de doublement et de correction de la voie ferrée minière Annaba-Bouchegouf (Guelma)-Dréa (Souk Ahras)-Tébessa-Dlebel Onk-Bled El Hadba. Les habitants de la région nourrissent l'espoir de voir leur commune devenir, à terme, un pôle économique polyvalent, grâce à sa situation stratégique (à seulement 40 km environ du port d'Annaba), ainsi qu'à la présence d'infrastructures adaptées et d'une zone d'activités industrielles et commerciales de près de 25 hectares, subdivisée en 52 parcelles devant être vouées à l'activité industrielle, selon les statistiques de la direction de l'industrie de la wilaya.

CONSTANTINE Lancement de deux projets scientifiques en faveur de la jeunesse

Deux projets associatifs, financés par le ministère de la Jeunesse au titre de l'année 2026, ont été lancés jeudi à Constantine, en vue de soutenir les initiatives de la jeunesse dans les domaines de la documentation numérique du patrimoine touristique et de la qualification scientifique en astronomie. S'exprimant dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre d'information consacrée à cet effet, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya de Constantine, M. Lahcene Laadjaj, a précisé que ces deux projets s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, visant à consolider le mouvement associatif et à permettre aux associations de jeunes de concrétiser des projets de développement à fort impact sur le terrain. Le même responsable a indiqué que ses services avaient reçu plusieurs propositions de projets émanant d'associations actives dans la wilaya, avant que deux d'entre eux ne soient retenus sur la base de nouveaux critères d'évaluation axés sur la qualité de l'initiative, son adéquation avec les priorités sectorielles et sa faisabilité, soulignant que la démarche tend à rationaliser le soutien public et à l'orienter vers des projets à forte valeur ajoutée.

Les projets retenus relèvent des secteurs du tourisme numérique et des sciences astronomiques. Le premier, intitulé «Mémoire de Constantine», est porté par l'association Plein Air de la jeunesse de la wilaya de Constantine et vise à documenter 30 sites historiques et touristiques par la technique de captation à 360 degrés en réalité virtuelle, tout en formant 30 jeunes aux métiers de la production numérique appliquée au tourisme. Quant au second projet, «Eclipse 2027 : une opportunité pour forger une génération scientifique», il est piloté par l'association Sirius d'astronomie et ambitionne de créer 70 clubs d'astronomie au sein des maisons de jeunes, ainsi que de former 140 animateurs en prévision de l'observation, dans des conditions de sécurité optimales, des éclipses de 2026 et 2027.

Le DJS de Constantine a affirmé que les nouvelles orientations du ministère préconisent la domiciliation de ces projets au niveau des wilayas bénéficiaires, afin d'en accroître l'impact sur le terrain et de consacrer le rôle des associations locales dans l'animation des structures de jeunesse, relevant que cette approche contribuera à insuffler une dynamique nouvelle, à même de répondre aux aspirations de la jeunesse et de valoriser le patrimoine local, matériel et immatériel.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Financement de trois projets associatifs au **profit des jeunes**

Trois projets associatifs financés par le ministère de la Jeunesse au titre de l'année en cours ont été lancés, jeudi à Bordj Bou Arréridj, afin de soutenir les initiatives des jeunes dans les domaines de la prévention contre les fléaux sociaux, de la créativité et de la production de contenus numériques à vocation éducative. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya, M. Djamel Dechir a indiqué que ces projets s'ins-

crivent dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui, visant à renforcer le mouvement associatif et à permettre aux associations de jeunes de concrétiser des projets de développement à fort impact sur le terrain. Il a précisé que huit associations de la wilaya avaient présenté leurs projets aux services compétents du ministère, avant que trois d'entre eux ne soient rete-

nus sur la base de nouveaux critères d'évaluation privilégiant la qualité, la pertinence et la faisabilité des initiatives proposées. Les projets retenus concernent les domaines de la prévention contre les fléaux sociaux, des arts dramatiques et de l'animation de jeunesse. Ils comprennent notamment le projet «Studio Santé Jeunes», dédié à la production de contenus numériques de sensibilisation à la lutte contre la toxicomanie et les autres fléaux sociaux, le projet

«Laboratoire des arts dramatiques», destiné à détecter et accompagner les jeunes talents, ainsi qu'un programme consacré aux activités de jeunesse et aux camps d'été. M. Dechir a, en outre, souligné que les nouvelles orientations du ministère prévoient la domiciliation de ces projets au niveau des wilayas bénéficiaires, afin d'en renforcer l'impact sur le terrain et de consolider le rôle des associations locales dans l'animation des structures de jeunesse.

USTENSILES EN ALUMINIUM

Quels sont les véritables risques pour **la santé** ?

PAR AMEL B

Les casseroles, poêles, moules et feuilles d'aluminium sont présents dans de nombreuses cuisines. Pourtant, depuis plusieurs années, ce métal suscite de nombreuses préoccupations. Et pour cause, des interrogations persistent depuis plusieurs décennies quant à un éventuel lien entre l'exposition à l'aluminium et certaines maladies neurodégénératives, notamment la maladie d'Alzheimer, bien qu'aucune relation de cause à effet n'ait été démontrée à ce jour. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'aluminium est un élément naturellement présent dans l'environnement. On le retrouve dans l'eau, le sol et de nombreux aliments comme les céréales, les légumes, le thé ou le cacao. Les matériaux en contact avec les aliments, tels que les ustensiles de cuisine et le papier aluminium, peuvent également contribuer à l'exposition alimentaire, mais cette contribution reste généralement limitée dans des conditions normales d'utilisation. L'aluminium peut migrer vers les aliments lorsqu'il est en contact avec des préparations acides (tomates, citron, vinaigre) ou très salées. Cette migration augmente avec la durée de cuisson ou de conservation ainsi qu'avec des températures élevées. En revanche, pour des aliments peu acides et une utilisation classique des ustensiles, les quantités transférées restent généralement faibles. Une revue publiée en 2017 dans Environmental Sciences Europe confirme que la migration de l'aluminium dépend principalement de la température, du temps de cuisson, de la nature des aliments et du type d'ustensile utilisé. Les chercheurs indiquent que la cuisson répétée d'aliments acides dans des récipients en aluminium non anodisé peut augmenter l'exposition alimentaire, sans pour autant rendre ces ustensiles dangereux lorsqu'ils sont utilisés correctement.

Les principales autorités sanitaires partagent cette conclusion. Dans son évaluation de 2008, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a fixé une dose hebdomadaire tolérable de 1 mg d'aluminium par kilogramme de poids corporel après l'analyse de nombreuses études sur les effets possibles de ce métal sur le système nerveux, les os et la reproduction. Le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) estime également que l'alimentation représente la principale source d'exposition, tandis que les ustensiles de cuisine contribuent généralement peu à cette exposition. Depuis plusieurs décennies, les chercheurs étudient un éventuel lien entre l'aluminium et les maladies neurodégénératives, notamment la maladie d'Alzheimer. Bien que certaines études expérimentales aient montré des effets neurotoxiques lors d'expositions élevées, les évaluations de l'OMS, de l'EFSA et du JECFA concluent qu'aucune preuve convaincante ne permet actuellement d'établir une relation de cause à effet entre l'utilisation normale d'ustensiles en aluminium et l'apparition de la maladie d'Alzheimer. Certaines populations restent toutefois plus vulnérables face à une exposition importante. Les personnes souffrant d'insuffisance rénale sévère éliminent moins efficacement l'aluminium, ce qui peut favoriser son accumulation dans l'organisme. Les patients utilisant régulièrement des médicaments contenant de l'aluminium, comme certains antiacides, doivent également respecter les recommandations médicales. Les jeunes enfants nécessitent une attention particulière, car leur exposition rapportée au poids corporel peut être plus élevée que celle des adultes. Pour limiter l'exposition, les spécialistes recommandent des mesures simples plutôt qu'un abandon total des ustensiles en aluminium : éviter de cuire ou de conserver longtemps des aliments très acides ou très salés dans des récipients en aluminium non anodisé, privilégier l'acier inoxydable, le

Présent naturellement dans l'environnement et utilisé depuis longtemps dans de nombreux ustensiles de cuisine, l'aluminium fait l'objet d'interrogations concernant ses effets potentiels sur la santé.



verre ou la fonte émaillée pour ces préparations, remplacer les ustensiles très usés et choisir des produits conformes aux normes de sécurité alimentaire. Les ustensiles en aluminium anodisé sont généralement considérés comme plus sûrs, car leur couche protectrice réduit fortement la migration du métal. Concernant le papier aluminium, certaines études montrent qu'une partie

de l'aluminium peut migrer vers les aliments, surtout lors d'une cuisson à haute température ou avec des aliments acides. Par précaution, il est donc recommandé d'éviter son utilisation pour la cuisson et la pâtisserie et de privilégier des alternatives comme le papier sulfurisé ou les plats en verre adaptés à la chaleur.

A.B

Oran

Camp d'été au profit de 33 enfants atteints de cancer en phase de **convalescence**

Les activités du camp d'été annuel dédié à 33 enfants atteints de cancer en phase de convalescence ont été lancées, vendredi, au niveau de la forêt d'Aïn El Kerma, dans la région de Cap Blanc, à l'ouest de la wilaya d'Oran. Organisée par l'Association d'aide aux enfants atteints de cancer, cette initiative vise à offrir aux bénéficiaires un cadre de repos, de détente et de réadaptation après leur période de traitement hospitalier. Le président de l'association, Mohamed Bensekrane, a indiqué à la presse, en marge de la cérémonie d'ouverture, que ce camp, qui s'étend sur 21 jours, est organisé chaque année au profit d'enfants venus de différentes wilayas du pays et pris en charge au Centre de lutte contre le cancer d'El Hassi. Il a précisé que cette action s'inscrit dans le cadre du programme social et récréatif mis en place par l'association, dont l'objectif est d'améliorer le bien-être psychologique des enfants, de les aider à retrouver progressivement leur vitalité et de favoriser leur retour à une vie nor-

male dans un environnement naturel, loin du milieu hospitalier. Un programme riche et diversifié a été élaboré à cette occasion. Il comprend notamment des activités récréatives, éducatives et sportives adaptées à l'état de santé des enfants, en coordination avec les services de la Jeunesse et des Sports ainsi que ceux de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Le responsable a également souligné que l'association assure, durant toute la période du séjour, un accompagnement médical et nutritionnel des enfants, en collaboration avec l'équipe d'encadrement, afin de garantir leur sécurité et leur confort. Organisé au niveau du centre de loisirs de l'association, situé dans la forêt d'Aïn El Kerma, ce camp offre aux enfants une opportunité de se ressourcer et de changer d'environnement après plusieurs semaines de soins. Il contribue également à renforcer leur moral, leur confiance en eux et à créer des liens d'échange et de solidarité dans une ambiance conviviale.

SIDI BEL-ABBES

Un Plan bleu pour 800 enfants

Le coup d'envoi des activités du Plan bleu pour la saison estivale 2026 a été donné, jeudi à Sidi Bel-Abbes, au profit de 800 enfants et jeunes, à travers l'organisation d'excursions gratuites vers les plages de la wilaya d'Aïn Témouchent, a indiqué le chef du service de la Jeunesse à la Direction de la jeunesse et des sports (DJS), Amine Bouhend. Le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a présidé le lancement de ces excursions depuis l'Ecole régionale spécialisée de football, a précisé le même responsable, soulignant que cette première opération bénéficie à près de 800 enfants et jeunes, ainsi qu'à des membres du mouvement scout issus de différentes communes du nord et du sud de la wilaya. A cet effet, 26 autobus ont été mobilisés pour assurer le transport des participants vers les plages de la wilaya voisine d'Aïn Témouchent dans des conditions optimales de sécurité. Ces sorties seront organisées régulièrement tout au long de la saison estivale, a-t-il ajouté. Le programme sera également élargi afin d'inclure des excursions adaptées au profit des personnes à besoins spécifiques, des enfants assistés et des personnes âgées, en coordination avec la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), selon la même source. Ces sorties balnéaires s'inscrivent dans le cadre du programme d'animation estivale élaboré par la DJS. Les premiers départs vers les colonies de vacances ont été lancés en début de semaine avec une première délégation d'enfants à destination du centre de vacances «Oued El Ksob», situé dans la commune de Ténès (wilaya de Chlef). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national supervisé par le ministère de la Jeunesse, visant à permettre aux enfants des wilayas de l'intérieur du pays de bénéficier de séjours de détente et de loisirs dans un cadre récréatif, éducatif et sécurisé. Ces opérations de solidarité visent également à promouvoir les valeurs de citoyenneté, de solidarité, de vivre-ensemble et d'esprit collectif à travers les activités culturelles, éducatives et de loisirs organisés en marge de ces excursions.

SOUDAN

L'OMS alerte sur une nouvelle flambée de choléra

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a alerté, vendredi, sur une nouvelle flambée de choléra au Soudan qui menace des populations déjà éprouvées par plus de trois ans de conflit. «Le choléra est de retour et touche plusieurs Etats, principalement dans l'ouest du pays, au Darfour et au Kordofan », a déclaré Shible Sahbani, représentant de l'OMS au Soudan, lors d'un point de presse à Genève. Selon l'organisation, plus de 1.330 cas confirmés et 114 décès ont déjà été recensés. Cette maladie, évitable et traitable lorsqu'elle est prise en charge rapidement, peut toutefois devenir mortelle en l'absence de soins. Le bilan réel est probablement bien plus lourd, préviennent les agences humanitaires, qui redoutent une propagation rapide de la maladie parmi les centaines de milliers de personnes ayant fui les combats dans le Kordofan du Nord. Cet Etat est aujourd'hui l'un des principaux foyers des affrontements entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR), engagées dans un conflit depuis avril 2023. Le taux de létalité atteint déjà 13,7 %, un niveau que le Dr Sahbani qualifie d'«extrêmement élevé». L'arrivée imminente de la saison des pluies risque d'accélérer la transmission du choléra dans des zones où les infrastructures d'eau et d'assainissement sont gravement endommagées. Le Soudan reste confronté à la plus grave crise humanitaire au monde. Plus de 33 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont 21 millions nécessitent des services de santé. Depuis le début du conflit, en avril 2023, au moins 59.000 personnes ont été tuées. Si certains habitants commencent à regagner des régions où la situation sécuritaire s'est légèrement améliorée, notamment à Khartoum, 13,4 millions de personnes demeurent déplacées, dont 9 millions à l'intérieur du pays et 4,6 millions dans les Etats voisins. Outre le choléra, le pays est confronté à plusieurs autres épidémies, notamment de dengue, de paludisme, de méningite, d'hépatite E et de rougeole. «Nous sommes particulièrement préoccupés par la propagation (du choléra) à El Obeid, dans le Kordofan du Nord, où l'accès est très limité et où le système de santé, déjà fragile, est soumis à une pression croissante», averti le représentant de l'OMS.

LOGEMENT DANS LE MONDE

Plus de 3 milliards de personnes n'ont toujours pas de **toit convenable**

Selon le rapport de l'ONU, plus de 1,1 milliard de personnes vivent dans des quartiers informels ou des bidonvilles, tandis que des millions d'autres peinent à trouver un logement abordable.



Le manque de logements décents menace les progrès vers des villes plus durables et plus inclusives, prévient un nouveau rapport des Nations unies, qui appelle les gouvernements à agir rapidement face à une crise qui touche plus de trois milliards de personnes. Publié jeudi par ONU-Habitat, le rapport souligne que plus de 1,1 milliard de personnes vivent dans des quartiers informels ou des bidonvilles, tandis que des millions d'autres peinent à trouver un logement abordable. «Garantir un logement convenable et transformer les bidonvilles et les quartiers informels est l'un des principaux tests pour mesurer notre capacité à bâtir des villes et des communautés durables», a déclaré la Directrice exécutive d'ONU-Habitat, Anaclaudia Rosbach. A quatre ans de l'échéance des Objectifs de développe-

ment durable (ODD), l'agence estime que les efforts actuels sont loin d'être suffisants. «Des progrès graduels ne suffisent plus. Nous devons agir de toute urgence», a insisté Mme Rosbach. Le rapport reconnaît que des progrès ont été réalisés ces dernières années. Davantage de citoyens ont désormais accès aux transports publics, la gestion des déchets s'améliore dans plusieurs régions du monde et les villes sont mieux planifiées dans de nombreux pays. Mais ces avancées sont dépassées par la rapidité de l'urbanisation et la montée des inégalités. Aujourd'hui, quatre habitants des villes sur dix n'ont toujours pas un accès pratique aux transports publics. Les catastrophes naturelles touchent en moyenne 123 millions de personnes chaque année, tandis que le coût du logement ne cesse d'augmenter. A l'échelle mondiale, un ménage sur deux consacre plus

de 30 % de ses revenus au loyer.

Pour ONU-Habitat, le logement est bien plus qu'un toit. Un logement sûr et abordable permet aux familles de vivre en meilleure santé, aux enfants d'aller à l'école, aux femmes d'être davantage protégées et aux communautés de mieux résister aux catastrophes et aux effets du changement climatique.

Le rapport appelle donc les gouvernements à faire du logement une priorité et à accélérer la transformation des quartiers informels, estimant que ces investissements pourraient faire progresser de nombreux autres objectifs de développement, de la réduction de la pauvreté à la création d'emplois.

Les auteurs soulignent qu'il est indispensable de mieux mesurer les inégalités au sein des villes afin de cibler plus efficacement les investissements publics.

RD Congo

Le bilan d'Ebola s'alourdit à 625 décès

Le bilan de l'épidémie d'Ebola en cours en République démocratique du Congo (RDC) a atteint 625 décès, pour un total de 1.792 cas confirmés, selon le dernier rapport de situation des autorités sanitaires du pays. Le bilan précédent faisait état de 600 décès, pour un total de 1.759 cas confirmés. Déclarée le 15 mai, cette épidémie, la 17e flambée de maladie à virus Ebola enregistrée en RDC, est causée par le virus Ebola de type Bundibugyo. Elle touche actuellement 37 zones de santé réparties dans trois provinces : Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu. Il n'existe

actuellement ni vaccin ni traitement spécifique pour le virus Bundibugyo. Un essai clinique a été lancé afin d'évaluer l'efficacité de traitements expérimentaux, notamment l'anticorps monoclonal MBP134 et l'antiviral remdesivir, contre cette souche d'Ebola. Les autorités sanitaires et leurs partenaires espèrent que ces recherches contribueront à améliorer les chances de survie des patients. L'Organisation mondiale de la santé souligne toutefois que l'évolution de l'épidémie reste préoccupante. Les difficultés d'accès à certaines localités en raison des violences armées continuent de limiter les interventions des équipes de santé, tandis que des chaînes de transmission actives persistent dans plusieurs zones de l'est du pays. Les autorités congolaises appellent la population à maintenir les mesures de prévention et à signaler rapidement tout cas suspect afin de limiter la propagation du virus.

INCENDIE EN ESPAGNE

6.600 hectares brûlés

L'incendie qui a fait au moins 12 morts dans le sud de l'Espagne a ravagé près de 6.600 hectares depuis jeudi, mais son évolution est désormais jugée favorable, ont indiqué samedi les autorités régionales. «L'évolution nocturne a été favorable et les conditions météorologiques nous permettent d'aborder la journée avec de meilleures perspectives qu'hier », a déclaré le responsable régional des services de secours, Antonio Sanz. Pour la première fois depuis le début du sinistre, les équipes de secours peuvent mener des opérations offensives contre les flammes, après avoir été contraintes jusque-là de se limiter à des actions de protection en raison des conditions météorologiques. Plusieurs centaines de pompiers et de militaires, appuyés par des moyens aériens, restent mobilisés pour maîtriser l'incendie. Environ 1.500 personnes ont été évacuées. Les autorités ont par ailleurs indiqué qu'aucune nouvelle victime n'avait été retrouvée à l'issue des opérations de reconnaissance menées par la Garde civile, tout en précisant que les recherches se poursuivent.

INONDATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Côte d'Ivoire **déplore** 59 morts

Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest font face depuis plusieurs semaines à une série d'inondations parmi les plus graves enregistrées ces dernières années, qui ont fait au moins 125 morts, dont 59 en Côte d'Ivoire, ont rapporté vendredi des médias. De la Côte d'Ivoire au Nigeria, en passant par le Ghana, le Togo et le Bénin, des pluies exceptionnellement abondantes ont provoqué des pertes humaines importantes, déplacé des dizaines de milliers de personnes et provoqué des dégâts considérables aux infrastructures urbaines et aux habitations. Selon les données compilées à partir des informations publiées par les agences de presse des pays concernés, ainsi qu'à travers les données publiées par les organismes nationaux de gestion des catastrophes, au moins 125 personnes ont perdu la vie dans les différents pays touchés depuis la fin du mois de juin. La Côte d'Ivoire demeure le pays le plus durement touché par cette vague d'intempéries. D'après l'Office national de la protection civile (ONPC), relayé par l'AIP (Agence Ivoirienne de Presse), les pluies diluviennes des 28 et 29 juin ont provoqué la mort de 59 personnes, provoquant des glissements de terrain, des éboulements et d'importantes inondations qui ont paralysé Abidjan pendant près de 48 heures. Face à cette situation, les autorités ivoiriennes ont placé plusieurs communes stratégiques, notamment Cocody, Bingerville, Songon et Yopougon, en vigilance orange. Le directeur des opérations de l'ONPC, le colonel Yépésina Marius Yéo, a attribué cette situation à une combinaison de facteurs climatiques et humains, évoquant à la fois l'intensification des prélèvements et le non-respect des mesures de prévention par une partie de la population. Les autorités indiquent avoir mobilisé près de 60 unités de protection civile et menées plus de 5 000 actions de sensibilisation depuis le début de l'année afin de limiter les conséquences de la saison des pluies.

Ligue de Diamant 2026 (1000 mètres)

Djamel Sedjati en troisième position

Le demi-fondeur algérien Djamel Sedjati a décroché la troisième place, en 2:13.94, sur le 1000 mètres du meeting de Monaco, disputé vendredi au Stade Louis II, pour le compte de la Ligue de Diamant 2026 d'athlétisme.

La course a été remportée par le Kenyan Emmanuel Wanyonyi, en 2:11.83, considéré comme un nouveau record du monde sur la distance, au moment où le Britannique Jake Wightman a pris la deuxième place, en 2:12.77.

Sedjati a amélioré de trois centièmes de secondes son meilleur chrono sur la distance, lui qui le 5 mars 2024 avait bouclé le 1000 mètres en 2:13.97. Une performance qui le place à la troisième place des algériens les plus rapides sur cette distance. Taoufik Makhoulfi reste à ce jour le meilleur algérien sur 1000 mètres, avec un chrono de 2:13.08, réalisé le 1er juillet 2015 à Nancy (France), devant Nouredine Morceli, avec un chrono de 2:13.73, réalisé le 2 juillet 1993.

A noter que Saïd-Guerni Djabir, l'autre ancien champion algérien du demi-fond, particulièrement le 800 mètres, possède un chrono de 2:14.52 sur le 1000 mètres, réalisé le 5 septembre 1999. De son côté, le demi-fondeur kényan de 21 ans a effacé la marque de son compatriote Noah Ngeny - 2 min 11 sec 96 - établi au meeting de Rieti (Italie) en septembre 1999.



EQUIPE NATIONALE

La FAF vers le choix de la **stabilité** avec Petković ?

L'avenir du banc de touche de l'équipe nationale algérienne est en passe de connaître un spectaculaire et inattendu rebondissement. Alors que le départ de Vladimir Petković semblait scellé au lendemain de l'élimination des Verts en huitièmes de finale de la Coupe du monde 2026 face à la Suisse, la Fédération algérienne de football (FAF) s'apprête à revoir radicalement sa position. Un revirement de situation qui reste toutefois sous réserve de la décision finale qui sera prise lors de la réunion du Bureau Fédéral (BF), seule instance habilitée à valider officiellement les grandes orientations de la sélection.



Ces

derniers jours, la tendance était pourtant à une séparation imminente. Entre la déception légitime de l'échec mondialiste et les rumeurs persistantes de divergences financières quant aux modalités d'une rupture de contrat à l'amiable, les observateurs s'attendaient à un bras de fer juridique tendu et coûteux.

Pourtant, après une analyse approfondie de la situation et une mûre réflexion, les responsables de la balle ronde nationale ont choisi de tempé-

rer l'urgence. En pesant le pour et le contre, l'instance fédérale est arrivée à la conclusion qu'un énième changement de cap à la tête de la barre technique pourrait s'avérer contre-productif. Dans un football moderne où les cycles se construisent dans la durée, le choix de la stabilité semble l'avoir emporté sur les impulsions de l'après-Mondial. Conserver le technicien helvético-bosnien permettrait de capitaliser sur les fondations posées depuis sa nomination en 2024, tout en évitant une phase d'instabilité chronique à l'aube des prochaines échéances internationales.

Des conditions strictes et l'aval attendu du BF

Selon les informations initialement rapportées par la Radio algérienne, cette volonté de renouveler la confiance à Vladimir Petković ne s'apparente pas pour autant à un chèque en blanc. La FAF entend imposer de nouvelles conditions pour optimiser le fonctionnement de la sélection. Parmi les exigences

phases, la Fédération souhaite renforcer le staff technique par l'intégration d'un adjoint algérien. Cette mesure vise à injecter une meilleure connaissance des réalités du football local et à fluidifier la communication interne, un des points faibles soulevés lors du dernier tournoi. Néanmoins, ce plan d'action ne pourra se concrétiser qu'après le grand oral du Bureau Fédéral. C'est lors de cette réunion stratégique que les membres du BF trancheront définitivement : soit en entérinant ce choix de la continuité assorti de réformes, soit en ouvrant la voie à un autre scénario. Si cette tendance à la stabilité vient à être validée par le BF, Vladimir Petković se verra offrir une opportunité unique de se racheter. Il aura pour lourde mission de tirer les enseignements de l'aventure de 2026 et de relancer une dynamique conquérante pour des Fennecs bien décidés à rebondir sur la scène continentale et internationale. Le dénouement de ce feuilleton captivant est désormais suspendu au verdict officiel de l'instance fédérale.

H.M.

ES Tunis

Tougai convoité au Qatar et en Libye

Le défenseur international algérien Mohamed Amine Tougai devrait quitter l'ES Tunis lors de ce mercato estival, mettant ainsi un

terme à une aventure de six années avec les «Sang et Or», rapporteur des médias tunisiens vendredi.

«Tougai dispose de deux grosses offres financières venant du Qatar et de Libye. Le joueur est ouvert à un départ, le club tunisois aussi», précise la même source. Tougai (26 ans) avait rejoint l'Espérance en 2020 en provenance du NA Hussein-Dey. Il s'est depuis imposé comme l'un des cadres de la défense espérantiste, disputant 176 rencontres toutes compétitions confondues pour un bilan de 13 buts. Durant son passage à l'EST, l'international algérien a remporté cinq titres de champion de Tunisie, deux Coupes de Tunisie et trois Supercoupes de Tunisie.

Mondial 2026

Ghorbal s'arrête aux portes du sprint final

L'arbitrage algérien ne sera plus représenté lors de la phase finale de la Coupe du monde 2026. Après un parcours salué par les observateurs, Mustapha Ghorbal et ses assistants Mokrane Gourari et Abbès-Akram Zerhouni ont quitté les États-Unis. Une sortie prématurée, mais loin d'être décevante au regard des prestations fournies durant le tournoi.

Le Mondial 2026 se poursuivra sans arbitres algériens. La FIFA a dévoilé la liste des officiels appelés à diriger les rencontres des quarts de finale, et le trio composé de Mustapha Ghorbal, Mokrane Gourari et Abbès-Akram Zerhouni n'y

figure pas. Leur mission est donc officiellement terminée après plusieurs semaines passées au cœur de la plus grande compétition de la planète.

Au cours de cette édition, Ghorbal a été chargé d'arbitrer deux rencontres de la phase de groupes, preuve qu'il faisait partie des hommes de confiance de la Commission des arbitres. L'officiel algérien a ensuite été désigné comme quatrième arbitre lors du huitième de finale entre le Mexique et l'Équateur, tandis que Gourari occupait le poste d'assistant de réserve. Même sans tenir le sifflet lors de cette affiche à élimination directe, cette nomination consti-

tuait une nouvelle marque de reconnaissance de la FIFA.

Ce départ intervient pourtant dans un tournoi où les arbitres ont été énormément sollicités. Entre les longues interventions de la VAR, les décisions discutées et les nombreuses réclamations des sélections, chaque journée a donné lieu à son lot de débats, plaçant le corps arbitral sous une pression constante.

Dans ce climat, le bilan du trio algérien apparaît d'autant plus satisfaisant. Les différentes missions confiées à Mustapha Ghorbal et ses compatriotes se sont déroulées sans incident majeur et n'ont pas remis en cause leur crédibilité.

S'ils n'ont pas été retenus pour la suite du Mondial, ils repartent néanmoins avec le sentiment d'avoir rempli leur mission et d'avoir représenté dignement l'arbitrage algérien sur la scène mondiale.

Même si l'objectif d'atteindre les derniers tours n'a pas été atteint, Mustapha Ghorbal et ses deux assistants quittent cette Coupe du monde avec des évaluations solides et l'image d'un trio fiable. Une prestation qui confirme la place grandissante de l'arbitrage algérien sur la scène internationale et qui pourrait leur ouvrir les portes d'autres grandes compétitions dans les années à venir.

Afrique du Sud

Le sélectionneur
Hugo Broos quitte
ses fonctions

Le technicien belge Hugo Broos, 74 ans, a quitté ses fonctions de sélectionneur de l'Afrique du Sud après le Mondial où les «Bafana Bafana» ont atteint les 16es de finale, a indiqué vendredi un responsable de la Fédération nationale de football.

«Hugo peut continuer à travailler avec l'équipe nationale, mais dans une fonction différente», a indiqué la même source.

«Il y a eu beaucoup de candidatures pour le poste de sélectionneur national et Pitso (Mosimane) est l'une d'elles», a-t-il indiqué.

Broos a, lui, annoncé son départ au magazine belge Humo, en précisant que le président de la Fédération sud-africaine, Danny Jordaan, souhaitait le conserver «dans un rôle différent, comme conseiller ou quelque chose du genre».

Sous la conduite de Broos, l'Afrique du Sud est sortie pour la première fois de son groupe à une Coupe du monde, en terminant deuxième derrière le Mexique, grâce à une victoire contre la Corée du Sud (1-0).

Mais le parcours des «Bafana Bafana» a pris fin dès les 16es, face au Canada (1-0).

Le Belge, qui a pris ses fonctions en 2021, a aussi conduit la sélection sud-africaine à la troisième place lors de la Coupe d'Afrique des nations en 2024.

Considéré parmi les candidats à la succession, Pitso Mosimane a déjà l'expérience du poste qu'il a occupé entre 2010, après le Mondial à domicile, et 2012, sans grand succès.

Il a depuis coaché les Mamelodi Sundowns en Afrique du Sud (2012-2020) et Al-Ahly d'Égypte, clubs avec lesquels il a remporté trois fois la Ligue des champions d'Afrique.

APRÈS SA VICTOIRE 2-1 FACE À LA BELGIQUE

L'Espagne rejoint la France en **demi-finales**

Après la demi-finale de l'Euro remportée 2-1 par l'Espagne il y a deux ans, c'est cette fois-ci dans le dernier carré de la Coupe du monde que la Roja et les Bleus vont se retrouver, mardi soir (21 heures).



Auteurs d'une meilleure entame de match, les champions d'Europe en titre ont concrétisé leur domination à la demi-heure de jeu grâce à un but du joueur du PSG Fabián Ruiz, opportuniste après une frappe repoussée par le gardien belge Thibault Courtois (1-0, 30'). Mais la Belgique de l'entraîneur français Rudy Garcia a rapidement

égalisé, sur une action bien menée, conclue de la tête par Charles De Ketelaere (1-1, 41'). Le premier but encaissé par l'Espagne depuis le début de la compétition. Au retour des vestiaires, c'est encore l'Espagne qui se créait les meilleures occasions, sans parvenir à les concrétiser. Il aura fallu attendre les dernières minutes de la rencontre pour voir Mikel Merino profiter d'une faute de main de Senne Lammens - remplaçant de Thibault Courtois, blessé - pour propulser le ballon au fond des filets et offrir la qualification à son équipe (88').

Pourquoi Rudy Garcia a sorti Courtois, qui «voulait continuer» ?

En feu durant le quart face à la Roja, le gardien belge du Real Madrid a pourtant été sorti à la 71e minute de jeu. Sur blessure certes, mais l'intéressé estime qu'il pouvait finir ce choc, perdu (1-2) sur une erreur de son remplaçant Senne Lammens. Le peuple belge vivra-t-il des regrets éternels et un terrible « what if » qui viendra le réveiller durant un paquet de nuits ? A savoir cette question centrale : et si l'immense Thibault Courtois était resté sur la pelouse jusqu'au bout de ce quart de finale de la Coupe du monde 2026 perdu contre l'Espagne (1-2) ? A Los Angeles vendredi, comme tant de fois durant sa carrière avec les Diables Rouges, et plus encore au Real Madrid, l'un des gardiens de but Top 3 au monde de la dernière décennie (et pas forcément 3e) était hyper rassurant, que ce soit face à Lamine Yamal (35e) et Oyarzabal (62e). Et puis ce nouveau récital s'est effondré, à 1-1 à la 71e minute de jeu, lorsqu'il a cédé sa place, en larmes, à Senne Lammens, six minutes après avoir reçu des soins à la cuisse gauche. Ce fait de jeu avait tout du tournant du match, et ça s'est confirmé à la 88e, avec cette terrible faute de main du gardien de Manchester United, sur une frappe lointaine pas géniale de Cubarsi. Lammens repousse faiblement, dans l'axe, et Merino s'empresse de propulser au fond et de glacer les rêves belges de demi-finale (2-1). L'histoire aurait pu en rester là, sauf que Thibault Courtois s'est fendu d'une interview pointant ouvertement la pertinence (ou non) de son remplacement par Rudy Garcia. «J'ai senti quelque chose derrière la cuisse, indique-t-il d'abord. Mais j'ai pu continuer à faire quelques arrêts, je me sentais OK. Je n'avais aucun problème pour rester dans les buts, je n'étais pas gêné pour les arrêts, seulement pour faire de longs dégagements. Je voulais continuer mais le coach voulait des joueurs à 100 %, j'accepte ça. Au final, l'entraîneur a décidé de me faire sortir, ce n'est pas un problème car l'équipe passe avant tout.»

Bleus: L'avertissement de Lamine Yamal aux

«Ils doivent avoir peur de nous»

Lamine Yamal n'a pas peur de l'équipe de France. L'Espagne a décroché son billet pour le dernier carré de la Coupe du monde 2026 en dominant la Belgique en fin de match (2-

1), ce vendredi à Los Angeles. La Roja affrontera les Bleus en demi-finale mardi prochain (21h heure française). Sans crainte.

«Je crois que s'ils doivent avoir peur de quelqu'un, c'est de nous», lance Lamine Yamal à la télévision espagnole après le match. «Bien sûr nous sommes deux équipes de top niveau mondial, pour moi ce sont les deux meilleurs. On verra ce qu'il se passe mais on n'a pas peur.»

La partie du soir a mis du temps à se décanter: les Espagnols ont buté sur l'organisation défensive rigoureuse mise en place par Rudy Garcia. Mais le

banc a fait la différence pour l'Espagne. Comme face au Portugal au tour précédent, c'est l'entraineur Mikel Merino qui a inscrit le but de la victoire.

«Je crois que nous étions très au dessus», a estimé Lamine Yamal. «C'est vrai que le but encaissé nous a donné une étrange sensation parce qu'ils ont marqué alors qu'on jouait notre meilleur football. Mais c'est comme ça. On peut donner l'impression de ne pas toujours jouer un football très léché mais au final, la réalité c'est que personne n'a pu rivaliser.» Prochain test, de taille, face à la France mardi prochain.

ARGENTINE-SUISSE

L'Albiceleste est-elle **insubmersible**?

Mardi à Atlanta, 79e minute de jeu. L'Argentine est menée 2-0 par l'Égypte, Lionel Messi est à dix minutes de clôturer son histoire avec la Coupe du monde. La Pulga dépose un centre sur la tête de Cristian Romero (79e), catapulte le ballon au fond des filets de Shobeir (83e), et assiste à la tête victorieuse d'Enzo Fernandez (90e+3). Messi termine en larmes: lui et son équipe ont renversé la partie en quinze minutes. «Très peu d'équipes arrivent à retourner un résultat avec autant de péripéties: le penalty raté par Messi, les occasions manquées, les arrêts du gardien égyptien», salue Jérôme Rothen dans Rothen s'enflamme. D'autant que ce scénario épique suit la qualification arrachée trois jours plus tôt contre le Cap-Vert. Rattrapés deux fois au score,

les Argentins passent par les prolongations - et certains joueurs par les crampes - pour battre la 64e nation au classement Fifa (3-2 a.p., score final). Parfois bousculée dans le jeu mais invaincue en 2026, l'Albiceleste fait basculer les rencontres grâce à sa solidité mentale.

«Il y a de la personnalité et du tempérament dans ce groupe, c'est leur point fort», remarque Jérôme Rothen. «J'ai été surpris par la solidarité de l'Argentine, appuie le champion du monde 1998 Franck Leboeuf. Cette solidarité peut faire la différence contre n'importe quelle équipe».

La souffrance dans la culture du football argentin

Mise à l'honneur par les supporters et la presse argentine, la «garra» - la ténacité - est devenue l'ADN de l'équipe nationale. Le sacrifice voire la

souffrance sont régulièrement convoqués dans les récits collectifs. Le quotidien sportif Olé reprend ces valeurs cardinales au lendemain de la qualification. «La résilience ne s'achète pas en pharmacie ni ne se commande en ligne. Une épopée ne s'apprend pas. Elle se vit. L'Argentine vit le match. Elle en souffre, elle le vit, elle se bat et elle n'abandonne jamais». Ancien international sénégalais et consultant RMC Sport, Souleymane Diawara tempère: «Une équipe qui vise le back-to-back ne doit pas trembler face à des nations comme le Cap-Vert ou l'Égypte. L'Argentine reste fragile et n'est pas encore tombée sur une très grande nation», estime-t-il. Ni la Suisse en quarts de finale ce dimanche, ni l'Angleterre ou la Norvège - potentiels adversaires en demies - ne sont en mesure d'inquiéter l'Argentine pour l'ancien défenseur Eric Di Meco.

«Leur tableau est ouvert jusqu'à la finale. Ce n'est pas l'équipe que je préfère regarder, mais la recette fonctionne et ils n'ont pas de raison de changer», appuie-t-il. Et pour cause: codétenrice du record de prolongations en Coupe du monde (12), l'Argentine y a triomphé... dix fois. Le sacre argentin au Qatar en 2022 s'est déjà appuyé sur des succès étonnants. Les hommes de Lionel Scaloni ont certes déroulé contre la Croatie en demi-finales (3-0), mais pour le reste? Une victoire au forceps contre l'Australie en huitièmes (2-1), puis deux scénarios dantesques bouclés aux tirs aux buts - contre les Pays-Bas en quarts (2-2, 4-3 t.a.b) et la France en finale (2-2, 4-2 t.a.b). Hormis Angel Di Maria à la retraite, le socle de l'équipe championne du monde est intact en 2026.

LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

Cépage de Bourgogne blanc. II. Déesse grecque. Arbre pleureur.
Sous-préfecture de Saône-et-Loire. Ablution. IV. Petit monsieur
anglais. Embarcadère. V. Capitale des vins de Bourgogne. Bruit.
Sauce bourguignonne pour les oeufs. VII. Brame. Pied de vigne.
Ville. VIII. Bible hébraïque. Ville sur la Tille (en Côte-d'Or).
3ème personne. Ville de l'Yonne. Métal précieux. X. Rivière frontière
entre la Pologne et l'Allemagne. Raisin pressé.

VERTICALEMENT

Grand cru de Bourgogne. 2. Partie du jour. Dieu des vents.
Savoir-faire. Âpre. 4. Enroué. En plein dans la nasse. 5. Un peu
tas. 6. Vertèbre. Brasse de l'air. Négation. 7. Post-impressionniste.
sont plein de blé. 8. Mélangea les couleurs. Petit saint. 9. Cépage
anc de Bourgogne. Donne le choix. 10. Monnaie asiatique.
réfecture en Bourgogne.

I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : constellation

ILIRON	CIVIL	FRAISE	MARMITE	PIANO	SPIRALE
LPAGE	COCON	FRICHE	MELODIE	PISTOLET	TAMBOUR
ETON	CONVIVE	GARAGE	MILLION	PLACE	VEINE
ISEAU	COPIE	GOULAG	MINEUR	PODIUM	VENAL
ABINE	COUPOLE	GOULOT	MOMIE	PORTION	VERANDA
ASCADÉ	DIESEL	GREC	MOTEUR	SABRE	VERRUE
IBLE	ECHÉC	INDEX	MUSCLE	SCHEMA	VIVIER
ITADELLE	ETAIN	MAGASIN	PATHOLOGIE	SCORBUT	

V	E	V	E	R	A	N	D	A	M	E	H	C	S	X
V	E	N	A	L	U	U	A	E	S	I	B	S	D	E
A	E	R	I	F	B	O	E	I	P	O	C	M	M	D
C	I	V	R	E	R	I	B	L	I	O	A	U	O	N
C	I	L	P	U	V	A	C	M	R	G	S	I	M	I
C	O	T	E	O	E	N	I	B	A	C	C	P	I	A
M	C	U	A	R	R	N	U	S	L	T	A	E	E	T
E	A	M	P	D	O	T	I	E	E	T	D	B	R	E
G	R	R	U	O	E	N	I	M	H	O	E	E	I	G
A	U	B	M	I	L	L	I	O	N	L	R	T	F	A
R	E	E	A	I	D	E	L	C	N	U	E	O	R	P
A	T	P	I	S	T	O	L	E	T	O	I	N	I	L
G	O	U	L	A	G	E	P	H	U	G	V	A	C	A
E	M	E	V	I	V	N	O	C	O	C	I	I	H	C
L	E	S	E	I	D	O	L	E	M	X	V	P	E	E

LES MOTS FLÉCHÉS

UNE PARTIE EN 50 PTS LE 15 DE FRANCE	PATIENTE CÉLÉBRITÉ	GRANDE TAILLE ARROSE ST OMER	SAINT BAUME	ENCAISSÉ EN 81
			BRUT EXCLA- MATION	
CONSIGNA PART DE PIÈCE MONTÉE			PSITTACIDÉ JUGE	
		APPRÉCIÉ DANS LE 18ÈME MOUCHE		
PUDEUR FEMME BATTUE			UNE PETITE MINUTE RÈGLE	
				ELLE A UN 33...TOUR DE POITRINE
ARRIVE EN 86	MARINES	GLUCIDE MOT D'ENFANT		CORDAGE
			GRANDE ROUE SOUS LE MICRO	
RETRANCHA SÉRÉNADE		ASSEMBLER CHÂTEAU DES GUISE		
		MUSE MANOUCHE		
TRISTE PIÈCE	COURS ÉLÉ- MENTAIRE SAINT NORMAND		DÉSACCORD ISSU	
		PERDU EN 59		
UN TOTAL DE 80			PARTICULE	

SUDOKO

	2			8		5	
			6		1	3	
				9		8	6
1					3	5	4
	5		1		7		6
	4	8	9				7
5	1			3			
	9		2		5		
	3			1			2

SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS

2	7	4	3	6	9	5	8
5	8	3	4	7	9	2	1
9	6	1	2	5	8	4	7
6	2	1	9	3	7	5	4
4	9	5	6	8	2	1	3
8	7	3	4	1	5	2	6
3	5	2	7	4	8	1	6
1	6	9	8	3	7	4	5
7	4	8	5	1	3	9	2

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	M	A	R	R	O	N	I	E	R
2	A	R	R	O	N	I	E	R	
3	G	O	D	E	T	C	N	R	S
4	A	M	E	L	I	O	R	E	S
5	L	E	G	O					
6	D	E	I	L	E	O	N		
7	A	V	O	C	A	T			
8	P	E	G	A	S	I			
9	D	E	S	I					
10	T	A							

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

R	I		E	F	O	L	
E	T		S		O	M	
S		E	F	E			
N	I	L	I		Z	A	R
	E	P	A	T	E		A
N		S	O	T		C	O
O	S		E	O	M	E	G
I	N	U		E	T	I	N
N	I	A	N		E	S	I
U		A	T	M		P	I
E	S		E	E	S	M	
R		C	I	A	N	C	A
	B		O	M		C	

FESTIVAL INTERNATIONAL DE TIMGAD

Une 43e édition placée sous le signe du renouveau

NASSIM TERKI

Après trois années d'interruption, le Festival culturel international de Timgad retrouve son public. La 43e édition, qui se tient du 9 au 13 juillet au nouveau théâtre de plein air aménagé à proximité immédiate du site archéologique de Timgad, marque le retour de l'une des plus importantes manifestations culturelles du pays. Cette reprise s'accompagne d'une nouvelle dynamique, avec un programme réunissant artistes algériens et invités venus de plusieurs pays arabes et africains. Lors d'une conférence de presse organisée à Batna avant l'ouverture officielle, le commissaire du festival, Abdallah Bouguendoura, a indiqué que cette édition se voulait « spéciale ». Selon lui, la programmation a été conçue pour associer la richesse du patrimoine musical algérien aux expressions artistiques contemporaines, tout en affirmant l'ouverture de cette manifestation sur son environnement arabe et africain. Le responsable a précisé que les cinq soirées du festival proposeront une programmation variée afin de répondre aux attentes d'un large public. Musique moderne, chanson des jeunes, patrimoine musical, folklore, spectacles chorégraphiques et créations artistiques se succéderont sur scène, avec la participation d'artistes algériens résidant au pays et à l'étranger, ainsi que de formations invitées de Tunisie, de Syrie, de Mauritanie et du Tchad. Au-delà de sa dimension artistique, cette édition poursuit plusieurs objectifs. Il s'agit notamment de redonner au Festival international de Timgad toute sa place dans le paysage culturel national, de mettre en valeur la diversité culturelle algérienne et de réaffirmer l'engagement des pouvoirs publics en faveur de la promotion des arts et de la culture. L'événement entend également contribuer au rayonnement de Timgad, inscrite au patrimoine mondial, en encourageant le tourisme culturel et en offrant davantage d'opportunités de visibilité aux artistes algériens. Pour assurer le bon déroulement de la manifestation, un important dispositif matériel et humain a été mobilisé en coordination avec les services de la wilaya de Batna et l'Office national de la culture et de l'information (ONCI). Parmi les mesures retenues figure la mise en place d'un

Après trois années d'absence, le Festival culturel international de Timgad retrouve son public avec une 43e édition organisée du 9 au 13 juillet. Accueillie dans un nouveau théâtre de plein air, la manifestation réunit des artistes algériens, arabes et africains autour d'une programmation qui met à l'honneur le patrimoine, la création musicale et les échanges culturels.

service gratuit de transport permettant au public de rejoindre le théâtre de plein air depuis Batna et plusieurs autres grandes villes de la région. Les organisateurs ont également annoncé le recours, pour la première fois, à de nouveaux équipements techniques destinés à améliorer les conditions d'accueil et la qualité des spectacles.

Une ouverture dans une ambiance de fête

Les soirées artistiques ont été officiellement lancées jeudi soir devant une affluence importante. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du wali de Batna, Riadh Benahmed, du commissaire du festival Abdallah Bouguendoura, ainsi que de nombreuses personnalités du monde de la culture et des arts. Dans son allocution, Abdallah Bouguendoura a souligné que la programmation artistique réunissait des chanteurs et des artistes reconnus aux niveaux national, arabe et africain, avec l'ambition de conforter la place du Festival international de Timgad parmi les grands rendez-vous culturels de la région. Il a également rappelé que cette manifestation dépasse le cadre des spectacles musicaux. Selon lui, le festival constitue un moyen de valoriser le patrimoine historique exceptionnel de Timgad tout en contribuant à la promotion de la destination Algérie, riche d'un héritage civilisationnel millénaire. Le commissaire a également mis en avant la dimension économique et culturelle de cette édition, à travers la création d'espaces favorisant les échanges entre artistes de différents pays, la dynamisation des activités commerciales et des services durant toute la période du festival, ainsi que le renforcement de la présence numérique de la manifestation grâce à la diffusion des spectacles sur des plateformes dédiées.

Le patrimoine à l'honneur avant l'entrée de Cheb Mami

La première soirée a accordé une place importante aux expressions artistiques traditionnelles. La troupe « Thaziri » des Rahaba de Batna a ou-



vert les festivités avec un répertoire inspiré du patrimoine local, tandis que le ballet de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) a présenté plusieurs tableaux chorégraphiques qui ont donné une dimension visuelle remarquable à la cérémonie. Moment le plus attendu de cette ouverture, la montée sur scène de Cheb Mami a suscité un vif enthousiasme. Le chanteur a interprété plusieurs de ses succès les plus populaires devant un public nombreux qui a repris en chœur ses chansons, créant une atmosphère particulièrement chaleureuse. Le festival se poursuivra jusqu'au 13 juillet avec une programmation réunissant plusieurs artistes algériens, notamment Houari Benchenet, Hamid Belbeche, Nadia Guerfi et le groupe Tikoubaouine, aux côtés d'artistes venus de Tunisie, de Syrie, de Mauritanie et du Tchad. Une affiche qui confirme la vocation de cette manifestation à favoriser les échanges culturels et à renforcer son rayonnement sur les scènes nationale, arabe et africaine.

FESTIVAL NATIONAL DE SANÂA

La 12e édition s'achève sur un engagement renouvelé pour la sauvegarde du patrimoine

La 12e édition du Festival national de Sanâa a pris fin jeudi soir au Palais de la culture Moufdi-Zakaria d'Alger, au terme d'une semaine consacrée à la valorisation de la musique andalouse algérienne. Concerts, rencontres et réflexions autour de cet « héritage » ont rythmé cette manifestation, organisée dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence du directeur du développement et de la promotion des arts, Abdelrezak Baba, représentant la ministre de la Culture et des Arts. À cette occasion, le commissaire du festival, Ahcène Ghida, a souligné que cette édition a constitué un espace de rencontre entre artistes, chercheurs et passionnés de la musique sanâa, favorisant les échanges autour d'un patrimoine profondément ancré dans l'histoire culturelle du pays. Dans son intervention, il a rappelé que la musique andalouse demeure un élément essentiel de l'identité nationale. Selon lui, cet héritage, transmis de génération en génération, continue de préserver la mémoire artistique de l'Algérie tout en s'adaptant aux évolutions de son époque sans perdre son authenticité. L'un des temps forts de cette édition a été l'organisation d'une journée d'étude préparatoire au futur colloque national consacré à la musique classique algérienne. Cette rencontre a réuni des maîtres de la sanâa, des représentants des différentes écoles, des universitaires et des spécialistes afin d'engager une réflexion sur les moyens de préserver, d'étudier et de promouvoir ce patrimoine. Les travaux ont débouché sur plusieurs recommandations destinées à renforcer la sauvegarde de la musique andalouse algérienne. Parmi elles figurent la création d'un festival national dédié au style tlemcénien, l'harmonisation de la terminologie propre à la musique andalouse, l'élaboration d'un recueil scientifique de référence des textes poétiques, la généralisation de l'enseignement du solfège au sein des conservatoires et des associations, ainsi que la révision du cadre juridique régissant les associations spécialisées afin de leur accorder un statut adapté sous la tutelle pédagogique du ministère de la Culture et des Arts. Les participants ont également recommandé l'introduction de l'enseignement de la musique dans les établissements scolaires et les instituts spécialisés, la création d'une chaîne de télévision dédiée à la musique classique algérienne, l'ouverture des archives de la Radio nationale aux chercheurs et la poursuite des opérations de numérisation et de valorisation des archives sonores et écrites du patrimoine national. Sur le plan artistique, la soirée de clôture a été marquée par plusieurs prestations saluées par le public. L'association El Neghma de Béjaïa a ouvert le programme avec une nouba dans le mode Raml El-Maya, avant de céder la scène à l'association Fen wa Nachat de Mostaganem. Dirigée par Djilali Benbouziane, cette formation a proposé une interprétation de la nouba Dil, portée par une exécution soignée et une parfaite harmonie entre les voix et l'orchestre. La manifestation a également été l'occasion de rendre hommage à Bachir Mazouni, de l'association El Djazira d'Alger, ainsi qu'aux regrettés cheikhs Amar Driss, de Tizi Ouzou, et Hadj Mamad Benchaouche, en reconnaissance de leur contribution à la préservation et à la transmission de la musique andalouse. La clôture du festival est revenue à l'association El Djazira d'Alger, qui a interprété une nouba dans le mode Medjenba, offrant au public une prestation qui a confirmé la place de la sanâa parmi les expressions majeures du patrimoine musical algérien.

Rédaction Culturelle

MAISON DE LA CULTURE MOULOUD-MAMMERI DE TIZI OUZOU

Les ateliers célèbrent leur fin d'année

La Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou a lancé les festivités marquant la fin d'année de ses ateliers artistiques. Placée sous le slogan « Célébrons l'Algérie », cette édition coïncide avec la célébration du 64e anniversaire de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Jusqu'au 18 juillet, les adhérents présenteront au public les réalisations et spectacles préparés tout au long de l'année. Plus de 3.000 participants, âgés de 8 à 80 ans, sont concernés par cette manifestation qui met en lumière le travail accompli au sein des 66 ateliers de la Maison de la culture, ainsi que des 12 ateliers de son annexe d'Azazga. Les représentations artistiques et les expositions offrent un aperçu de la diversité des disciplines enseignées et du niveau atteint par les participants au terme de plusieurs mois de formation. Créés en 1977, ces ateliers s'apprêtent à célébrer leur cinquantième anniversaire l'an prochain. Au fil des décennies, ils se sont imposés comme un espace de formation, de découverte et d'accompagnement des jeunes talents. Les résultats enregistrés d'une année à l'autre témoignent de la qualité de l'encadrement assuré par une équipe d'animateurs expérimentés, dont certains poursuivent leur mission depuis les premières années de cette aventure culturelle. Les ateliers

couvrent un large éventail de disciplines artistiques. Les arts plastiques et visuels comprennent notamment la peinture, le dessin, la sculpture, la photographie et la bande dessinée. Les arts du spectacle regroupent le théâtre, les différentes formes de danse, le mime et la poésie théâtrale. Les participants sont également initiés aux musiques moderne, andalouse et chaâbi, à la pratique instrumentale, au chant et à la création sonore. À cela s'ajoutent les ateliers consacrés à la littérature, au conte, à la poésie ainsi qu'au cinéma, à la vidéo et aux arts numériques. Les spectacles présentés à Tizi Ouzou et à Azazga alternent prestations musicales, représentations théâtrales, chorégraphies et performances artistiques, tandis que les espaces d'exposition accueillent des œuvres de peinture, de sculpture, de photographie et d'autres créations réalisées par les adhérents. Une programmation qui met en évidence la richesse des expressions artistiques développées au sein de l'établissement. La directrice de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri et directrice de la culture et des arts de la wilaya de Tizi Ouzou, Nabila Gouméziane, a salué l'engagement des participants et de l'équipe pédagogique. Elle a estimé que les réalisations présentées reflètent les efforts conjugués des adhérents et des encadreurs, soulignant que la sta-

bilité de ces derniers et leur attachement à la transmission des savoirs constituent l'un des principaux facteurs de réussite de ces ateliers. Elle a également exprimé sa reconnaissance envers les animateurs pour leur investissement constant, tout en remerciant les adhérents pour leur sérieux et leur implication. La responsable a aussi mis en avant le soutien apporté par le ministère de la Culture et des Arts, qui accompagne les activités de l'institution et encourage le développement de ses programmes de formation artistique. Profitant de cette occasion, Nabila Gouméziane a adressé ses félicitations aux adhérents qui se sont distingués dans leur parcours scolaire, avec une pensée particulière pour les lauréats du Brevet d'enseignement moyen (BEM), dans l'attente des résultats du baccalauréat. Elle a rappelé que les bibliothèques relevant de son secteur sont restées ouvertes durant la période des examens afin d'offrir aux élèves des espaces propices à la révision. La responsable a enfin remercié les familles pour la confiance accordée à l'institution, avant de donner rendez-vous aux anciens et futurs adhérents au début du mois d'octobre pour une nouvelle saison artistique, qui coïncidera avec la célébration du cinquantième anniversaire des ateliers de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri.

Trait d'esprit

“On ne voit bien qu’avec le cœur. L’essentiel est invisible pour les yeux.”

Antoine de Saint-Exupéry

Aucune bactérie ni excès de nitrates dans la pastèque

Le ministère du Commerce rassure les consommateurs

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a démenti les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux concernant la prétendue dangerosité de la pastèque produite en Algérie. Après une semaine d’analyses réalisées par les laboratoires du Centre algérien de contrôle de la qualité et des emballages sur des échantillons prélevés dans plusieurs régions du pays, les résultats ont confirmé l’absence totale de bactéries pathogènes et des taux de nitrates

très faibles, conformes aux normes de sécurité sanitaire. Le ministère affirme que ces conclusions scientifiques réfutent les allégations faisant état d’une contamination de la pastèque et appelle les citoyens à se fier uniquement aux sources officielles. Il prévient également qu’il se réserve le droit d’engager des poursuites contre les auteurs de fausses informations susceptibles de porter atteinte au produit national, aux agriculteurs et à l’économie nationale.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE ALGER ET BAMAKO

Retour sur 15 mois de tension politique

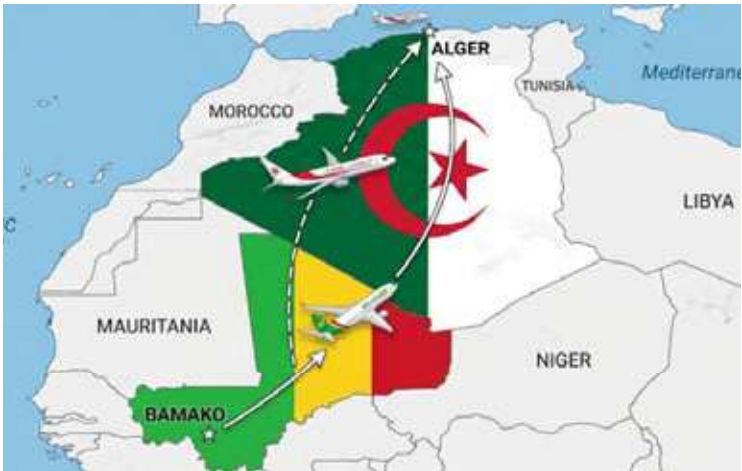
Les relations politiques entre Alger et Bamako, après plus de 15 mois de tensions diplomatiques et une crise politique aiguë, se sont normalisées vendredi 10 juillet, les deux pays ayant annoncé la réouverture de leurs ambassades et le retour des chefs de postes. Dénouement heureux et logique d’une crise politique qui n’avait pas lieu d’être ?

PAR MAHDI B.

En fait, Bamako, après plus d’une année de lutte contre les groupes terroristes, et la rébellion touarègue du Nord, affaiblie économiquement par la guerre imposée par les groupes terroristes du Jnim et des groupes armés touarègues, s’est donc résolue à se tourner vers le seul pays qui l’a toujours soutenue dans les moments difficiles, et acteur des accords de paix en 2015 avec les groupes armés du Nord, l’Algérie. Vendredi 10 juillet 2026, les deux pays ont annoncé l’amorce d’un processus de normalisation politique, diplomatique. Quelques heures seulement après, le gouvernement de transition à Bamako a annoncé dans un communiqué plusieurs mesures d’apaisement visant le rétablissement des relations diplomatiques et de coopération avec l’Algérie. Les autorités de transition maliennes ont ainsi fait état, vendredi 10 juillet 2026, du retour à Alger de l’ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République algérienne démocratique et populaire. Le gouvernement malien a également décidé la réouverture de l’espace aérien du Mali à l’ensemble des aéronefs civils et militaires assurant des vols en provenance ou à destination de l’Algérie. Selon les autorités maliennes, ces décisions s’inscrivent dans le cadre de la “redynamisation des relations de coopération et d’amitié” entre les deux pays. Dans la soirée de la même journée du 10 juillet, le ministère algérien des Affaires étrangères annonce à son tour une décision de portée

politique diplomatique d’importance. Le département de M. Ahmed Attaf annonce en effet que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné le retour à Bamako de M. Kamel Retieb, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Mali, à compter du 10 juillet 2026. L’ambassadeur Kamel Retieb avait été rappelé pour consultations le 7 avril 2025. Selon le ministère algérien des Affaires étrangères, cette décision procède de “la volonté constante et inébranlable” du président de la République de réinscrire les relations algéro-maliennes dans leur cadre historique et naturel. Le communiqué précise en outre que cette démarche repose sur le respect mutuel ainsi que sur l’attachement aux liens de fraternité et de coopération entre les deux pays, dans l’intérêt des peuples algérien et malien et au service de la stabilité et du développement de l’ensemble de la région sahélo-saharienne”. «La décision de Monsieur le Président de la République traduit sa volonté constante et résolue de rétablir les relations algéro-maliennes dans leur trajectoire historique naturelle, fondée sur le respect mutuel ainsi que sur des liens de fraternité et de coopération au service des intérêts des deux peuples et pays frères, de l’ensemble des pays de la région sahélo-saharienne, et plus largement, de tout le continent africain», a conclu le communiqué. L’annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays est par ailleurs intervenue quelques heures

après la décision du ministère de la Défense nationale de rouvrir l’espace aérien algérien aux vols en provenance et à destination du Mali. De son côté, le gouvernement malien a annoncé que “dans le cadre de la redynamisation des relations de coopération et d’amitié entre la République du Mali et la République algérienne démocratique et populaire, le Gouvernement de la République du Mali a décidé des mesures suivantes : le retour à Alger de l’ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali accrédité auprès de la République algérienne démocratique et populaire, ainsi que la réouverture de l’espace aérien national à l’ensemble des aéronefs civils et militaires assurant des vols en provenance ou à destination de la République algérienne démocratique et populaire”. Le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays intervient donc après plus de 15 mois de tension politique et une crise aiguë après, notamment, la destruction par l’armée nationale populaire d’un drone malien ayant violé l’espace aérien algérien. Et, bien avant, après la remise en cause par la junte malienne de l’accord de paix d’Alger de 2015 entre le gouvernement malien alors dirigé par Boubacar Keita et les groupes armés du Nord sous les auspices de l’Algérie, qui avait travaillé durant plusieurs années à une médiation pour resoudre les liens entre les frères maliens. Cet accord de paix devait favoriser un règlement politique du conflit dans le nord du Mali. Bamako, qui avait pourtant finalisé ses discussions, sous médiation algérienne,



avec l’opposition Touarègue du nord constituée de plusieurs tribus au milieu des années 2010, est retombée dans ses travers, les coups d’État militaires. Le 18 août 2020, le président IBK (Ibrahim Boubacar Keïta), après des manifestations populaires sanglantes, est renversé par l’armée et le principal parti proche du pouvoir, le M5-RFP approuve le putsch, estimant que “ce n’est pas un coup d’État militaire mais une insurrection populaire.” Le 21 mai 2021, le colonel Assimi Goïta prend alors le pouvoir, plonge le pays dans une chape de plomb, l’isole de ses partenaires et voisins, et mène une politique dure contre les opposants et expulsé du Mali les forces étrangères, dont les troupes françaises. A l’issue du rejet de l’accord d’Alger de 2015, l’Algérie avait alors répondu par un communiqué virulent : “l’Algérie a pris connaissance, avec beaucoup de regrets et une profonde préoccupation, de la dénonciation par les autorités maliennes de l’Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d’Alger”, et souligne qu’elle (l’Algérie) prend acte de cette décision dont elle tient à relever la gravité particulière pour le Mali lui-même, pour toute la région qui aspire à la paix et à la sécurité, et pour l’ensemble de la communauté internationale qui a mis tout son poids et beaucoup de moyens pour aider le Mali à renouer avec la stabilité par la réconciliation nationale.” Au mois d’avril 2025, les tensions se sont ainsi aggravées après la destruction par l’armée algérienne d’un drone malien dans la zone frontalière de Tin Zaouatine. À l’époque, Bamako avait accusé Alger d’avoir abattu l’appareil sur le territoire malien, tandis que les autorités algériennes avaient affirmé que le drone avait violé à plusieurs reprises leur espace

aérien avant d’être détruit. Et en dépit de l’animosité envers l’Algérie des autorités militaires putschistes au Mali, Alger a, par contre, défendu la solution politique pour le retour à la paix et la stabilité au Mali. Au cours d’une conférence de presse fin 2025 à Alger, le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf, faisant le point sur plusieurs dossiers internationaux brûlants, dont le Sahara Occidental, a indiqué, s’agissant de la situation au Mali : “le règlement (de la crise au Mali) passe par les voies pacifiques et politiques inclusives». M. Ahmed Attaf a d’ailleurs réaffirmé que l’Algérie a toujours été l’un des plus fervents défenseurs de l’unité de l’Etat du Mali, précisant que «ce que traverse aujourd’hui l’Etat du Mali, avec l’accroissement des menaces terroristes, qui ont atteint des niveaux et une ampleur sans précédent, nous préoccupe, nous inquiète et nous attriste plus que quiconque». L’Algérie avait, fin 2025 par la voix de son chef de la diplomatie, souhaité que les responsables Maliens prennent conscience que le règlement de la crise «passe par les voies pacifiques et politiques inclusives», à travers «un dialogue responsable et une réconciliation globale entre tous les enfants de ce pays, sans aucune distinction et loin de toute ingérence étrangère, qu’elle soit politique ou militaire». Aujourd’hui, Alger et Bamako, doivent rattraper le temps perdu, notamment du côté malien où la situation sociale, économique et politique interne est préoccupante, avec d’énormes besoins pour la population malienne, plongée dans une crise économique jamais vue depuis ces 20 dernières années. Alger a, pour sa part, encore gagné en estime auprès du peuple malien frère et de ses responsables, comme des autres pays amis africains du Sahel. ■

Disparition de Bara Idir, une figure emblématique de la solidarité à Béjaïa

PAR I.MEHD AOUI

Le mouvement associatif de la wilaya de Béjaïa est en deuil. Bara Idir, président de l’Association Solidarité Akabiou –commune de Timezrit, s’est éteint à l’âge de 63 ans, des suites d’une longue maladie ; laissant derrière lui le souvenir d’un homme profondément engagé au service des autres. Reconnu pour sa discrétion, son sens du partage et son dévouement, Bara était

apprécié dans le milieu associatif. Son engagement constant en faveur de la solidarité et de l’entraide lui a valu le respect de la population et de tous ceux qu’il a eu l’occasion de collaborer avec lui. « Bara Idir, laisse un grand vide mais aussi un héritage lumineux » nous dit Boualem Touahria, vice-président de l’association. Durant de nombreuses années, le défunt a consacré l’essentiel de son temps à l’action humanitaire et au

bénévolat. À travers l’Association Solidarité, il a initié et encadré de nombreuses opérations de bienfaisance qui ont soulagé des centaines de familles démunies. Parmi les actions qui ont marqué son parcours figurent la distribution de couffins de Ramadan, l’organisation de circoncisions collectives durant le mois sacré, les campagnes d’aide aux personnes malades, ainsi que de multiples initiatives destinées aux personnes en

situation de précarité. Ses funérailles, organisées vendredi dernier dans le village d’Akabiou dans la commune de Timezrit, ont rassemblé une foule nombreuse. Des milliers de personnes, parmi lesquelles figuraient les autorités locales, des représentants du mouvement associatif, des élus, ainsi que de nombreux amis, proches et citoyens, ont tenu à lui rendre un dernier hommage et à accompagner le défunt à sa dernière demeure.